PLAN INTERNATIONAL AUX FILLES, L'ÉGALITÉ

LIBRES D'ÊTRE EN LIGNE ?

Les expériences des filles et des jeunes femmes en matière de harcèlement en ligne

LA SITUATION DES FILLES DANS LE MONDE

2020

LIBRES D'ÊTRE EN LIGNE ?

PAYS QUI ONT PARTICIPÉ À CETTE RECHERCHE

RAPPORTS « LA SITUATION DES FILLES DANS LE MONDE »

Plan International a publié son premier rapport « La situation des filles dans le monde » en 2007. Le rapport de 2020 sur l'experience des filles sur les plateformes des médias sociaux est le troisième d'une nouvelle série dans le cadre de laquelle, chaque année, seront examinés les comportements, les attitudes et les convictions qui limitent la liberté des filles et leurs opportunités dans des environnements ou des secteurs spécifiques.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 5
Par Mme Kevin Abalo, directrice exécutive de « Resilience Organisation », Soudan du Sud

Préambule 6
Par AB Albrectsen, Directrice générale de Plan International

Principaux constats 7

Introduction 6

Méthodologie 8

Contexte 10

Equal Measures 2030 13
l'égalité de genre et l'accès à l'Internet

Qu'avons-nous appris ? 14
1. L'importance des médias sociaux 14
2. Expériences en ligne du harcèlement fondé sur le genre 16
   « **Vous n'êtes pas seules** »
   Gros plan : Hannah Al-Rashid, militante 24
3. Portraits des agresseurs 26
4. Les incidences du harcèlement sur les filles et les jeunes femmes 28
   « **Parlez à quelqu'un en qui vous avez confiance** »
   Gros plan : Clauvid Daly, Miss République dominicaine, 2019 34
5. Parce que tu es une fille : le harcèlement, depuis les rues jusqu'aux médias sociaux 38
6. Instaurer le changement 40

Programme et pratique 44

Conclusion 48

Recommandations 50

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons avant toute chose remercier toutes les adolescentes et les jeunes femmes qui nous ont fait part de leurs expériences en matière de harcèlement en ligne. Nous tenons également à remercier tout particulièrement les participantes provenant du Canada, du Chili, de l'Équateur, de l'Espagne, des États-Unis, de la Guinée, de l'Indonésie, du Malawi, du Myanmar, du Népal, du Pérou, des Philippines, du Salvador, du Soudan, du Soudan du Sud et de la Tanzanie qui ont témoigné dans le cadre de l'étude qualitative. Un grand merci également aux 14 000 filles et jeunes femmes des 22 pays étudiés qui ont accepté de répondre à nos nombreuses questions. Nous leur savons gré de leur temps et de leurs contributions.

Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les personnes suivantes :

Report team: Sharon Goulds, rédactrice en chef et auteure du rapport ; Miriam Gauer, Aisling Corr et Jacqui Gallinetti, auteures du rapport original de recherche

Comité de rédaction : Miriam Gauer, responsable de la recherche et gestionnaire de projet du rapport; Jacqui Gallinetti, directrice de la recherche et de la gestion des connaissances ; Danny Plunkett, responsable du contenu et de la création ; Sarah Carson, responsable des campagnes ; Lorraine Ní Annracháin, directrice de campagne ; Davinder Kumar, responsable de la communication avec les médias et des relations publiques à l'échelle internationale ; Aisling Corr, chargée de recherche.

Autres contributeurs : Nous remercions chaleureusement Mmes Kevin Abalo, Clauvid Daly et Hannah Al-Rashid pour leurs contributions au rapport, Seyi Akiwowo, fondatrice et directrice exécutive de Glitch pour sa collaboration en tant que consultante de campagne, ainsi que Philip Gonzalo Taylor et Naomi Williams du Centre mondial. Un grand merci également aux bureaux de Plan International qui nous ont communiqué les études de cas programmatiques, en particulier Sophie Shugg et Pasanna Mutha-Merennege de Plan International Australie, et Ryan Lander et Ernesto Almocera de Plan International Philippines. Nous n'oublions pas non plus Peace Oliver Amuge de Women of Uganda Net (WOUGNET) pour avoir communiqué ses travaux et, pour finir, Albert Motivans d'Equal Measures 2030 pour sa contribution.

From Plan International: Carla Jones, responsable des communications ; Sean Maguire, directeur exécutif de l'influence et des partenariats mondiaux ; Lucia Rost, responsable de l'étude ; Hannah Johns, adjointe aux politiques et au plaidoyer ; et Helen Merrick, assistante de recherche et d'apprentissage sur le genre et l'inclusion.

Équipes de pays et des organisations nationales : Nous remercions sincèrement le personnel des bureaux de Plan International grâce à qui les participantes ont pu aisément prendre part à l'étude qualitative, et qui, dans certains cas, ont mené les entretiens.

Les enquêtes de l'étude ont été menées par : Kantar Public et Ipsos Public Affairs

Conception : Sandra Dudley

Crédits photos

Couverture: Plan International
p.6: Plan International / Jesper Milner Henriksen
p.23: Plan International
p.24: Hannah Al-Rashid
p.34: Clauvid Daly
p.37: Plan International
p.39: Plan International / Quinn Neely
p.47: Plan International / G. Van Buggenhout
p.53: Plan International

Illustrations: Plan International / Freepik

AVANT-PROPOS

Mme Kevin Abalo est directrice exécutive de « Resilience Organisation » au Soudan du Sud. Créée en 2017, cette agence de soutien communautaire lutte pour l'égalité de genre et les droits des femmes et des filles, et fait campagne contre la violence faite aux enfants en Équatoria-centrale et en Équatoria-orientale. L'organisation collabore la campagne « Aux filles, l'égalité ! » de Plan International pour sensibiliser le public à la question des droits des jeunes Soudanaises du Sud, notamment leur liberté d'expression et leur éducation.

RESILIENCE
Community Support Agency

Le présent rapport sur le harcèlement en ligne aborde un sujet très sérieux. L'utilisation de la technologie s'est répandue dans le monde entier, et l'Internet joue un rôle important à cet égard. Pourtant, les abus, le harcèlement et la haine observés en ligne façonnent les médias sociaux et leur confèrent une dimension négative. Par harcèlement, on entend l'extorsion sexuelle ou sextorsion (recours à des photos de type pornographique), des menaces de mort et l'usurpation d'identité, pour n'en citer que quelques exemples d'une longue liste.

Difficile à contrer, le signalement de ce type de phénomène est rarement possible dans les pays en développement. Parfois, le harcèlement dans la rue ou en ligne est tellement insupportable que vous risquez d'adopter un comportement abusif en retour, ou tenterez de bloquer les agresseurs. Au Soudan du Sud, nous avons mis en place des clubs dans les écoles et en dehors afin d'éveiller les consciences à ce problème et de mener des campagnes d'action. Nous intervenons dans des émissions de radio et recourrons à des chansons et au théâtre. Au Soudan du Sud, aucune loi n'est prévue pour punir le harcèlement en ligne. Les choses sont peut-être différentes ailleurs, pourtant les travaux de recherche menés par Plan International dans le cadre de ce rapport semblent indiquer que ces différences sont assez mineures en réalité.

Aujourd'hui, nous ne sommes plus protégés : tout est disponible partout en ligne. Lorsque des informations confidentielles et sensibles sont publiées sur divers sites Internet, elles deviennent extrêmement difficiles à contrôler. Les filles et les jeunes femmes sont alors particulièrement exposées aux agresseurs externes. La situation ne fait qu'empirer lorsque tout le monde partage des photos et des mises à jour de statut sur les médias sociaux. Les agresseurs peuvent facilement retoucher les photos et les modifier.

Il est important d'aider le public à se protéger, et le rôle de Resilience Organisation consiste notamment à sensibiliser les filles et les jeunes femmes à l'utilisation et au stockage des mots de passe, au fait de ne pas s'échanger leurs mots de passe lorsque la connexion n'est pas sécurisée, à la création d'un identifiant unique pour chaque compte et à la suppression de toute information personnelle partout où il serait facile de la trouver. Personne n'est à l'abri d'une attaque, il est donc nécessaire de faire preuve de prudence et de veiller à protéger notre identité.

Seule, une personne ne dispose que de peu de moyens, et nous devons nous mobiliser en faveur du changement et exiger des gouvernements et des entreprises technologiques qu'ils mettent en place des mesures de protection. Les filles et les jeunes femmes sont fatiguées de tout ce harcèlement, et sont parfois contraintes de renoncer aux possibilités que l'Internet pourrait offrir. Nous touchons là à un enjeu qui relève des droits humains.

PRÉAMBULE

AB Albrectsen
Directrice générale de Plan International

« **Un sentiment de peur m'envahit chaque fois que je m'apprête à publier quelque chose en ligne. Je pense que toutes les filles ressentent cette peur** ».

Fille de 17 ans, en Équateur

Le rapport intitulé « La situation des filles dans le monde » de cette année a pour thème la liberté en ligne, mais il dévoile le contraire. Au lieu d'être encouragées à s'exprimer librement en ligne, les filles sont trop souvent harcelées, abusées et mises à l'écart des espaces connectés. Tandis que le Covid-19 confine de nombreuses communautés et déscolarise quelque 700 millions de filles, ces dernières passent désormais énormément de temps à la maison et sur Internet. Les fonctions centrales de la société étant transférées en ligne pour aider à ralentir la propagation du virus, il est plus essentiel que jamais que les filles puissent bénéficier d'un accès complet et équitable aux possibilités offertes par les médias sociaux et l'Internet.

Le travail de recherche accompli pour ce rapport a permis de recueillir le témoignage de plus de 14 000 filles originaires de 31 pays à travers plusieurs continents. Toutes racontent un vécu similaire de harcèlement et de discrimination. À cette discrimination s'ajoutent divers types d'abus qui ciblent leur nationalité, leur identité raciale, leur niveau d'éducation, leurs éventuels handicaps et leur identité sexuelle et de genre. Les militants, hommes ou femmes – notamment les filles, les jeunes femmes et les jeunes de la communauté LGBTIQ+ qui font campagne pour l'égalité de genre – font l'objet d'attaques régulières, souvent cruelles, et voient leur vie et leurs familles menacées. Les filles sont réduites au silence par des tactiques de harcèlement particulièrement malsaines.

Les Objectifs de développement durable préconisent l'utilisation des TIC et la généralisation de l'accès à Internet dans le but de lutter contre les inégalités de genre. Les marchés des technologies mobiles sont en pleine expansion dans les pays en développement, et l'accès à Internet se développe rapidement, en omettant toutefois les garde-fous nécessaires à la sécurité des filles pour les protéger des violences de genre perpétrées en ligne. Aucune donnée n'a été recueillie qui pourrait révéler l'ampleur et la nature du problème, et les mécanismes de signalement des sites Internet et des plateformes de médias sociaux sont pour la plupart inadaptés et inefficaces. Toutes les filles n'ont pas accès à Internet, or notre rôle est de nous assurer que personne n'est laissé pour compte, nous devons œuvrer afin de colmater la fracture numérique entre les genres, et exiger que toutes et tous puissent se connecter. Mais nos efforts ne devront pas s'arrêter là. Le temps est venu pour les entreprises technologiques et les gouvernements de sévir contre les auteurs d'actes de harcèlement en ligne.

Les filles veulent que la situation change, et ce changement est possible. J'espère que le présent rapport et la campagne « Aux filles, l'égalité ! » de Plan International, qui s'appuient sur le brillant travail que les organisations locales et les organisations de la société civile menées par des filles et des femmes accomplissent dans ce domaine depuis de nombreuses années, attireront l'attention du public sur ces questions. Je suis convaincue que si nous écoutons et comprenons les réalités quotidiennes des filles, cela poussera les entreprises des médias sociaux, les gouvernements et la société civile à agir.

PRINCIPAUX CONSTATS

- **Plus de la moitié des filles interrogées du monde entier ont été victimes de harcèlement et d'abus en ligne.**
- **En conséquence, une victime d'abus en ligne sur quatre se sent physiquement en danger.**
- **Les abus en ligne réduisent les voix des filles au silence.**

Les filles sont victimes de harcèlement pour la seule raison d'être de sexe féminin, et leur situation empire lorsqu'elles se risquent à parler de thèmes qui leur tiennent à cœur. La race, la sexualité et le handicap sont d'autres motifs de harcèlement. La victime ne se sent en sécurité nulle part et, pour beaucoup, le harcèlement en ligne les poursuit jusque dans leurs foyers, envahit leurs pensées et leurs émotions. Ce mode de harcèlement est tout aussi effrayant, physiquement et émotionnellement, que le harcèlement de rue. Les deux sont étroitement liés, et résultent d'une misogynie sous-jacente déterminée à ce que les filles et les femmes « restent à leur place ».

Les auteurs qui les menacent de viol et de violence physique, utilisent un langage grossier et sexiste, publient des photos retouchées et leur envoient des photos pornographiques parviennent à conserver leur anonymat et restent impunis. Les filles ont souvent peur, censurent leurs propres publications et doivent trouver le moyen de se protéger par elles-mêmes.

Cette situation ne peut plus continuer. Les filles et les jeunes femmes demandent à ce que cela change. Leur vécu n'est pas « normal » et les filles ne devraient pas avoir à subir des comportements en ligne qui sont considérés comme délictueux dans la vie réelle. Les gouvernements et les plateformes de médias sociaux doivent agir.

Les gouvernements et l'ensemble de la société doivent assurer un suivi rigoureux de ces abus, et les entreprises des médias sociaux doivent tirer parti de leurs compétences technologiques et de leurs ressources financières pour que la liberté des filles et des jeunes femmes en ligne soit au cœur de leurs priorités.

Les entreprises des médias sociaux doivent :

- **Mettre en place des mécanismes de signalement efficaces et faciles d'accès, spécifiques aux violences de genre**
- **Tenir les auteurs responsables de leurs actes**
- **Recueillir des données désagrégées qui tiennent compte des recoupements d'identités des filles et surveillent l'ampleur et la gravité du problème**
- **Prendre ce problème au sérieux**

« Les médias sociaux peuvent être des plateformes très utiles, par exemple, pour s'exprimer et partager des informations... mais ils peuvent aussi devenir des espaces épouvantables où, je ne sais pas, des tarés profitent de leur anonymat pour critiquer et tenir des propos haineux… ».

Jeune femme de 22 ans, au Chili

AVERTISSEMENT : LE PRÉSENT RAPPORT CONTIENT DES DESCRIPTIONS DE VIOLENCE ET D'ABUS SEXUELS.

INTRODUCTION

Le rapport de Plan International de cette année, intitulé **La situation des filles dans le monde**, s'appuie sur des recherches menées dans 31 pays auprès de plus de 14 000 filles et jeunes femmes. Il a pour objectif de mettre en lumière et de nous permettre de comprendre le vécu des filles et des jeunes femmes lorsqu'elles se connectent aux plateformes de médias sociaux : les types de plateformes qu'elles utilisent, ce qui les pousse à les utiliser, leurs expériences en matière de harcèlement, qui en sont les auteurs, et l'impact que le harcèlement a sur elles et sur leur persistance à utiliser les plateformes de médias sociaux.

En 2018, le rapport La situation des filles dans le monde – En danger dans la ville – se fondait sur des travaux de recherche menés dans cinq villes très différentes pour étayer les expériences terrifiantes et généralisées des filles en matière de harcèlement de rue. Deux ans plus tard, tandis que nous portons notre attention sur le harcèlement en ligne, les témoignages sont étrangement similaires. Si le harcèlement ne se produit plus en personne, en face à face, il n'en demeure pas moins intrusif, souvent terrifiant, et il restreint de manière similaire la liberté des filles.

Les filles sont ciblées en ligne simplement parce qu'elles sont jeunes et de sexe féminin et, si elles sont engagées politiquement, handicapées ou noires, ou encore si elles s'identifient en tant que personnes LGBTIQ+, c'est encore pire. Les actes de harcèlement en ligne se présentent sous diverses formes, notamment en rabaissant une personne pour ses opinions, en proférant des menaces de violences ou en inondant son compte d'images pornographiques. Tout comme le harcèlement dans la rue, ces actes sont incessants, ils ont souvent des répercussions négatives sur le plan psychologique et peuvent déboucher sur des blessures physiques.

De nombreuses définitions du harcèlement en ligne fondé sur le genre existent, mais pour les besoins de notre étude, nous avons retenu la suivante : « action perpétrée par une ou plusieurs personnes visant à nuire à d'autres personnes en raison de leur identité sexuelle ou de genre ou désireuses d'imposer des normes sexospécifiques néfastes. Ces actions sont perpétrées en utilisant l'Internet et/ou les technologies mobiles, et comprennent la traque furtive, des actes d'intimidation, de harcèlement sexuel et de diffamation, des discours haineux, l'exploitation et les polémiques insidieuses sur des questions de genre (trolling)[1] ».

Les médias sociaux constituent une part importante de la vie de toutes les filles et toutes les jeunes femmes qui ont participé à l'étude. Elles s'en servent pour militer, se divertir, s'éduquer et rester en contact avec leurs amis et leur famille.

« **En fait, les médias sociaux sont très importants de nos jours. Il m'arrive de m'y connecter pendant 3 à 4 heures par jour** ».

Jeune femme de 18 ans, au Népal

« **Ils jouent un rôle essentiel dans ma vie quotidienne, et me permettent aussi de communiquer et de garder le contact avec mes amis et ma famille** ».

Jeune femme d'âge inconnu, au Myanmar

L'actuelle pandémie de Covid-19 a révélé l'importance de la possibilité de se connecter : Internet devient la ligne de vie de nombreuses personnes confinées chez elles et un outil important pour les jeunes qui tentent tant bien que mal de poursuivre leur scolarité et de maintenir un lien avec le monde extérieur.

L'accès à Internet et la sécurité en ligne relèvent fondamentalement d'une question liée aux droits humains et constituent un indicateur important de l'égalité de genre. Les plateformes de médias sociaux permettent aux filles et aux jeunes femmes de disposer d'un espace où discuter, où faire entendre leurs voix, mais plus elles s'expriment, plus elles subissent de menaces et d'humiliations. La misogynie vécue par les filles quand elles sortent dans la rue ne doit en aucun cas façonner leurs expériences en ligne : le harcèlement ne saurait limiter la capacité des filles et des jeunes femmes à profiter pleinement de toutes les possibilités offertes par les médias sociaux. Leurs voix, les questions qui leur tiennent à cœur, risquent d'être étouffées par les abus, leur militantisme endigué et leur confiance en soi annihilée par des actes d'intimidation systématiques. Rien de tout cela n'est publiquement admis, et aucun compte n'est demandé aux plateformes ni aux agresseurs.

À qui l'espace en ligne appartient-il ? De quelle liberté s'agit-il ?

La liberté d'expression est fréquemment considérée comme un élément prépondérant de la régulation de l'Internet et des plateformes de médias sociaux. En règle générale, personne n'assume la responsabilité des désinformations, des abus ou des actes de harcèlement qui font partie intégrante de l'environnement en ligne. Les agresseurs qui seraient normalement assujettis aux lois du monde réel hors ligne poursuivent leurs exactions en ligne en toute impunité, l'anonymat rendu possible sur Internet leur procurant l'illusion d'une toute-puissance.

La liberté peut être compliquée : qui sont les personnes dont les droits sont prioritaires et qui sont celles dont les voix sont réduites au silence ? Ce système conçu pour tous, pour nous connecter et nous fournir des informations est en passe de devenir une plateforme au service des puissants et une force que le créateur du « World Wide Web » décrit lui-même comme étant « antihumaine »[2].

> « **Internet appartient à tout le monde et, ensemble, nous avons le pouvoir de le changer. Ce ne sera pas facile. Mais si nous rêvons un peu et travaillons beaucoup, nous pourrons obtenir l'Internet que nous voulons** »[3]
>
> **Tim Berners-Lee, inventeur du World Wide Web**

En 2017, la multiplication des discours haineux sur Internet, des faits de harcèlement et des « infox » a conduit l'Allemagne à adopter une loi visant à améliorer l'application des lois sur les réseaux sociaux, autrement connue sous le nom de Loi « NetzDG ». Elle impose aux plateformes de médias sociaux, dont Twitter, Reddit et Facebook, de supprimer les publications haineuses et autres contenus controversés ou choquants sous 24 heures. Le non-retrait des contenus interdits peut entraîner des amendes pouvant atteindre 50 millions d'euros. Les plateformes de médias sociaux s'y conforment désormais. Par exemple, Facebook a ouvert deux « centres de suppression » en Allemagne et emploie 1 200 personnes chargées de surveiller les contenus[4]. Une modification de la loi en juin 2020 [5] exige une plus grande responsabilité des entreprises des médias sociaux et prévoit désormais des dispositions pénales pour les agresseurs. Outre la suppression des publications dans un délai de 24 heures, ces nouveaux amendements astreignent les entreprises des médias sociaux à signaler tout contenu criminel à l'office fédéral allemand de la police judiciaire. Cette loi efficace, mais controversée, a fait l'objet d'une grande attention au motif qu'elle restreint la liberté d'expression[6].

MÉTHODOLOGIE

Le rapport de cette année repose sur le recueil et l'analyse de données de deux types. Les données quantitatives ont été collectées dans 22 pays, tandis que les données qualitatives sont issues d'entretiens approfondis avec 18 jeunes militantes de 16 pays.

1. Données quantitatives : données recueillies par l'intermédiaire d'une enquête comportant 16 questions fermées posées aux filles sur leur usage des médias sociaux, leur vécu en matière de harcèlement en ligne, les conséquences de ce harcèlement en ligne et les solutions éventuelles. L'enquête a été administrée en ligne et dans le cadre d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur réalisés par deux instituts d'enquête qui avaient sélectionné les participantes à partir d'une liste préétablie. Les personnes interrogées étaient des filles et des jeunes femmes âgées de 15 à 25 ans.

Il y a eu en tout 14 071 entretiens dans 22 pays : Allemagne, Australie, Bénin, Brésil, Canada, Colombie, Équateur, Espagne, États-Unis, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Japon, Kenya, Nigeria, Norvège, Pays-Bas, Philippines, République dominicaine, Thaïlande, Zambie.

2. Données qualitatives : données recueillies sur trois semaines entre mars et avril au cours d'entretiens menés auprès d'informateurs clés (KII). Les entretiens ont duré entre 35 minutes et une heure et ont été organisés dans le cadre d'appels sur Skype ou WhatsApp. Le questionnaire était divisé en 4 sections portant le même intitulé que dans l'enquête quantitative et comprenant quatre à six questions chacune. Toutes les questions étaient ouvertes et de nature exploratoire, afin que les filles aient la possibilité de donner autant ou aussi peu d'informations qu'elles le souhaitaient.

Les participantes formaient un groupe hétérogène de jeunes militantes âgées de 15 à 24 ans, avec certaines caractéristiques intersectionnelles. Dans l'ensemble, 18 filles âgées de 15 à 24 ans ont été interrogées, issues de 16 pays du monde entier : Canada, Chili, El Salvador, Équateur, Espagne, États-Unis, Guinée, Indonésie, Malawi, Myanmar, Népal, Pérou, Philippines, Soudan, Soudan du Sud et Tanzanie.

Conformément aux principes d'éthique et de protection, les entretiens qualitatifs ont été menés par deux membres du personnel de Plan International. Des fiches d'informations ont été distribuées à l'avance, et le consentement éclairé et l'accord d'un majeur, pour les filles de moins de 18 ans, ont été obtenus avant que ne se tiennent les entretiens, lesquels ont été enregistrés après recueil du consentement oral de la personne concernée. L'anonymat des personnes et la confidentialité de leurs données personnelles ont été assurés tout au long de la collecte des données, de l'analyse et du processus de rédaction.

La principale langue utilisée a été l'anglais, suivie de l'espagnol et du français.

CONTEXTE

L'utilisation de l'Internet est en hausse et les plateformes des médias sociaux proposent des moyens toujours plus nombreux de rester en contact. L'avenir sera indéniablement numérique. 2019 a été une année charnière : la moitié de la planète était connectée pour la Saint-Sylvestre ; le World Wide Web a fêté son 30e anniversaire ; et on estime à 21,7 milliards le nombre d'appareils connectés qui ont échangé chaque seconde 74 500 Go de données sur Internet[8]. En avril 2020, on dénombrait 4,57 milliards d'internautes actifs et 3,76 milliards d'utilisateurs actifs de médias sociaux, soit un taux mondial de pénétration sur la Toile à 59 %. Pourtant, en dépit de cette hausse à l'échelle internationale, l'accès à Internet reste problématique dans de nombreux pays, sachant que 9 des 10 pays dont les taux de pénétration d'Internet sont les plus faibles se trouvent en Afrique[9]. À l'échelle régionale, les pays du nord de l'Europe arrivent en tête avec un taux de pénétration d'Internet de leur population à 95 %. Les pays présentant les taux de pénétration les plus élevés dans le monde sont les Émirats arabes unis, le Danemark et la Corée du Sud[10].

Le World Wide Web a été mis en ligne deux ans après l'adoption de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant en 1989, et 12 ans après l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ces deux cadres de protection des droits humains qui protègent les filles et les jeunes femmes (protégeant leurs droits élémentaires et leur permettant d'exercer un contrôle sur toutes les facettes de leurs vies) ont été rédigés à une époque où le monde en ligne n'existait pas. Même si les deux traités ont été formulés de manière à ce que leur application soit suffisamment large et pertinente pour la plupart des situations, la communauté internationale souscrivant à la défense des droits humains tentait en réalité de rattraper le temps perdu[11]. En 2014, lorsque la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant a organisé sa Journée de débat général sur les droits de l'enfant et les médias numériques, il était évident que les droits de l'enfant dans le monde du numérique requerraient une attention particulière. Parmi les nombreuses recommandations, qui allaient depuis la surveillance périodique des lois et politiques

concernant les droits humains pour s'assurer qu'elles s'adaptent à l'évolution de la société jusqu'à l'apport d'un appui au développement des compétences numériques des enfants, l'une d'entre elles a reconnu la nécessité de : « **[i]ntensifier les efforts afin d'éliminer efficacement toute forme de discrimination contre les filles et de lutter contre les stéréotypes sexistes et les normes sociales qui restreignent l'accès des filles à la technologie ainsi que son utilisation, notamment au travers de programmes de sensibilisation**[12] **».**

La problématique des droits des filles et de la discrimination de genre dont elles sont victimes a clairement été identifiée à ce moment-là, mais les débats de 2014 se sont plutôt penchés sur les questions d'accès, sans trop s'attarder sur la sécurité. Des progrès ont cependant été réalisés en 2017 lorsque le Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a adopté une recommandation générale reconnaissant que les violences de genre se produisent dans « **toutes les sphères de l'interaction humaine », y compris dans « les environnements créés par la technologie qui ont généré de nouvelles formes de violence en ligne et dans les autres espaces numériques**[13] **».** La Recommandation générale mentionne explicitement les filles et exige des États qu'ils criminalisent et sanctionnent toutes les formes de violences de genre, où qu'elles se produisent : en particulier les violences de genre qui violent l'intégrité physique, sexuelle et psychologique des femmes et des filles[14], et la garantie que les victimes de violences de genre ont la possibilité de saisir la justice[15].

Malheureusement, ces efforts n'ont pas abouti à des solutions ciblées et appropriées pour les filles et les jeunes femmes victimes de harcèlement en ligne, à l'échelle nationale du moins. La plupart des lois de réglementation de l'Internet concernent les aspects transactionnels, financiers et du commerce électronique. Parmi les rares législations à aborder la question du harcèlement, beaucoup sont obsolètes et inefficaces[16].

Qu'est-ce que la violence en ligne perpétrée à l'encontre des femmes et des filles ?

Dans sa définition de la violence en ligne faite aux femmes et aux filles, la **Broadband Commission** (Commission sur le haut débit) inclut les propos haineux, le piratage ou l'interception de communications privées, l'usurpation d'identité, la traque furtive en ligne et la prolifération de menaces[17]. La Commission indique que cela peut consister à convaincre la personne ciblée de mettre fin à ses jours (en lui donnant des conseils pour se suicider ou en l'incitant au génocide) ainsi qu'à promouvoir d'autres formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite des êtres humains et la prostitution. Cela comprend également des actions telles que le trolling (polémiques provocantes), le cyberharcèlement, les insultes à caractère sexuel (e-bile), la vengeance pornographique et la textopornographie[18]. Il est évident que les abus en ligne, dans leurs nombreuses formes, ne concernent pas seulement les femmes et les filles. Mais dans un monde caractérisé par des inégalités de genre persistantes, les femmes et les filles y sont particulièrement exposées.

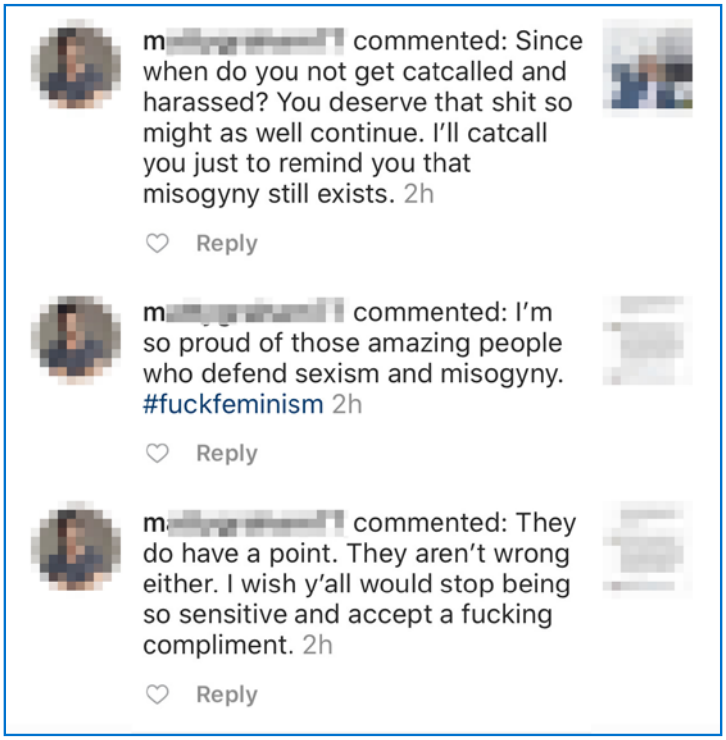
- Une enquête mondiale sur le vécu des jeunes en matière d'abus et de harcèlement sur la Toile a été réalisée en 2020 par la **World Wide Web Foundation et l'Association mondiale des guides et éclaireuses**. Elle révèle que 52 % des jeunes femmes et des filles ont déjà subi des abus en ligne, y compris des messages menaçants, du harcèlement sexuel et le partage de photos privées sans leur consentement. 64 % des personnes interrogées connaissent une personne qui a subi des actes de harcèlement, d'abus ou de violence. Le partage non autorisé de photos, de vidéos ou de messages privés constitue une préoccupation majeure pour les jeunes : 30 % déclarent que c'est ce qui les inquiète le plus[19].
- **Amnesty International** a mené une étude qualitative et quantitative sur le vécu des femmes lorsqu'elles utilisent les plateformes de médias sociaux, notamment

l'ampleur, la nature et l'impact de la violence et des abus infligés aux femmes sur Twitter, en particulier au Royaume-Uni et aux États-Unis. Cette étude a démontré que les abus comportent des menaces directes ou indirectes de violence physique ou sexuelle, des atteintes discriminatoires à une ou plusieurs facettes de l'identité d'une femme, des actes de harcèlement ciblés et des violations de la vie privée, dont la divulgation de données personnelles (doxing)[20] ou le partage de photos sexuelles ou intimes d'une femme sans son consentement[21].

- Une **étude de 2018 sur la persistance de la misogynie** cite de nombreux exemples de harcèlement en ligne à l'encontre des femmes : 76 % des Australiennes de moins de 30 ans déclarent avoir été harcelées en ligne ; le harcèlement sexuel extrême et la traque furtive en ligne ciblent de manière disproportionnée les jeunes Américaines ; au Pakistan, le harcèlement en ligne des femmes est un phénomène « communément considéré comme faisant partie du quotidien de la femme pakistanaise ». Les médias traditionnels ont amplifié ce phénomène, voire joué le rôle de catalyseur du harcèlement en ligne : lorsqu'une reprise du film SOS Fantômes avec une distribution entièrement féminine est sortie au cours de l'été 2016, des trolls sur Twitter ont harcelé l'actrice principale noire en lui envoyant du contenu pornographique, des menaces et des messages racistes, la contraignant à quitter temporairement la plateforme[22].

- Une étude publiée par la Commission sur le haut débit en 2015 fait référence à un certain nombre d'études qui font état de la prévalence du harcèlement en ligne à l'encontre des femmes et des filles. Elle souligne que les femmes âgées de 18 à 24 ans courent un risque accru d'être confrontées à toutes sortes de violences en ligne et sont « particulièrement susceptibles de subir des actes de harcèlement sexuel et de traque furtive ». Ceci est confirmé par une étude citée réalisée dans l'Union européenne qui révèle que, dès l'âge de 15 ans, 18 % des femmes ont été victimes d'une forme ou d'une autre de violence grave sur Internet, soit 9 millions de femmes[23].

Les plateformes de médias sociaux ne possèdent pas le contenu qui est publié sur leurs pages et ne s'en sentent donc pas responsables. Mais un nombre croissant de voix s'élèvent



pour leur signifier le contraire[24]. La gestion des contenus nuisibles peut être difficile, mais elle n'est pas impossible[25] et les entreprises propriétaires des plateformes disposent des ressources économiques et des compétences technologiques pour le faire.

Ce problème ne fait pas l'objet de suffisamment d'attention, notamment en ce qui concerne les vulnérabilités des filles et des jeunes femmes. Une présence en ligne offre de nombreux avantages et, pour de nombreux jeunes, cela fait partie intégrante de leur vie et peut contribuer favorablement à leur bien-être. Mais ils déclarent également ressentir des effets négatifs sur leur estime de soi, sur leur bien-être en général et sur leur capacité à pouvoir profiter des perspectives offertes par les médias sociaux[26]. Il y a encore beaucoup d'aspects à découvrir sur le harcèlement sexuel en ligne : qui en est la cible et pourquoi, qui en sont les auteurs, quelle est la nature de l'abus et, surtout, quel en est l'effet sur les filles ?

Le rapport **La situation des filles dans le monde** de cette année examine ces questions dans le contexte des droits humains et de la réalisation de l'égalité de genre. Il se concentre sur le vécu des filles et des jeunes femmes, amplifie leurs témoignages pour qu'elles puissent se faire entendre, et les écoute lorsqu'elles ont des solutions à proposer.

EQUAL MEASURES 2030 L'ÉGALITÉ DE GENRE ET L'ACCÈS À L'INTERNET

Equal Measures 2030 a été créée en 2016 par un groupe de partenaires intersectoriels dont l'objectif était d'atteindre rapidement l'égalité de genre en s'assurant que les mouvements de défense des droits des filles et des femmes, les défenseurs de la cause et les décideurs politiques disposent de données et d'éléments factuels facilement exploitables pour orienter leurs efforts dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030 et en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

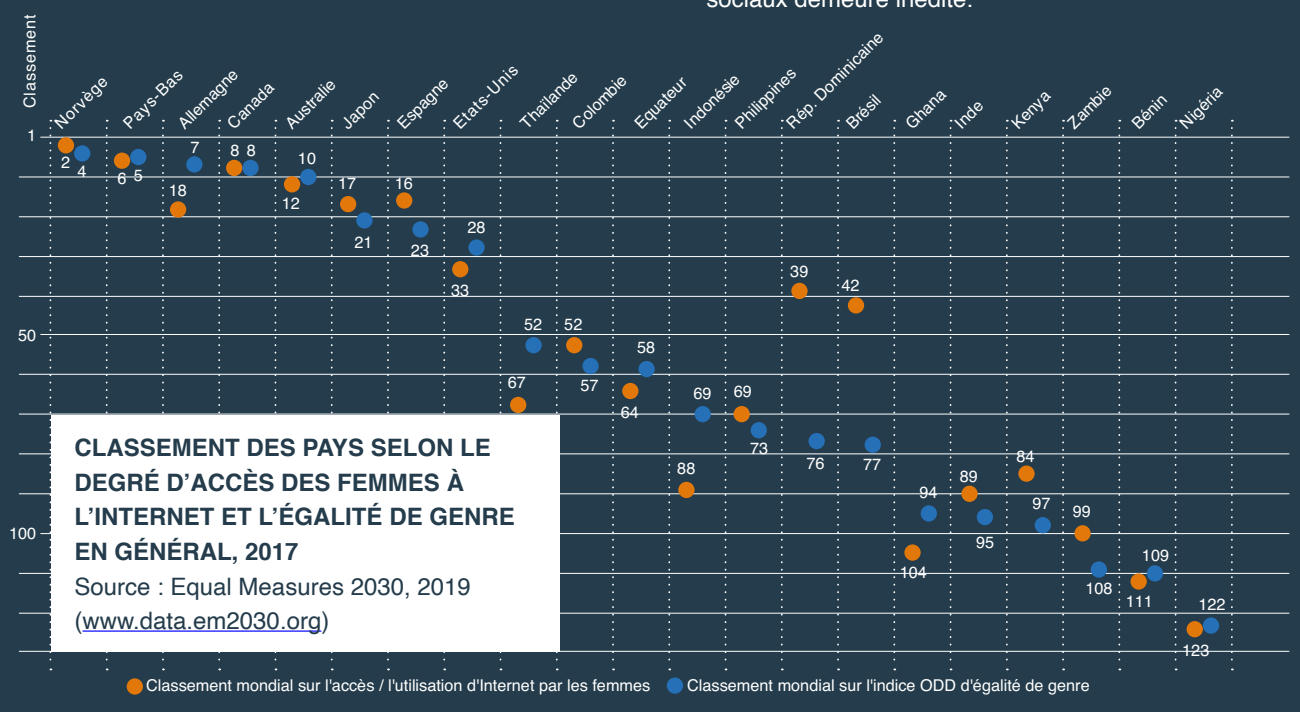
https://www.equalmeasures2030.org/

Les 22 pays figurant dans la présente étude connaissent des situations très diverses concernant la condition des filles et des femmes ; cette diversité est éminemment pertinente pour comprendre le phénomène du harcèlement en ligne. Le graphique ci-dessous, par exemple, souligne les différences au niveau des mesures mondiales en faveur de l'égalité de genre, et présente non seulement les pays qui obtiennent les meilleurs résultats selon l'indice d'égalité de genre des ODD, tels que la Norvège (4e dans le monde) et les Pays-Bas (5e dans le monde), mais également ceux qui sont moins bien classés, dont le Bénin et le Nigeria, respectivement 109e et 122e [27].

Toutefois, en ce qui concerne la prévalence de l'accès/utilisation de l'Internet par les femmes, les classements divergent sensiblement pour certains pays. Le graphique montre que le Brésil, la République dominicaine (classée 76e dans le monde pour ce qui touche à l'égalité de genre, mais 39e pour l'accès/utilisation de l'Internet par les femmes) et le Kenya obtiennent de bien meilleurs résultats en matière d'accès des femmes à l'Internet que leur classement général relativement à l'égalité de genre ne donne à penser. D'autres pays – l'Allemagne, les États-Unis, la Thaïlande, et l'Indonésie par exemple – ne sont pas à la hauteur en matière d'accès/utilisation de l'Internet par les femmes et leur classement global sur l'égalité de genre est encore plus en retrait. Si ce classement se réfère à l'utilisation de l'Internet par les femmes, d'autres données montrent que les plus grandes disparités entre les genres en matière d'accès à l'Internet sont observées en Inde, au Bénin, en Guinée, au Ghana, et au Nigeria[28].

Parmi les pays affichant les taux les plus élevés d'utilisation d'Internet par les femmes, la proportion d'adolescentes a augmenté et s'est stabilisée au fil du temps. En Norvège et aux Pays-Bas par exemple, plus de 95 % de la population s'est connectée au cours des 3 derniers mois[29]. Dans ces pays, l'accès universel à Internet et l'utilisation généralisée des médias sociaux signifient que les filles et les jeunes femmes bénéficient de meilleurs conseils, conventionnels ou non, leur permettant de gérer les risques inhérents à la navigation sur les plateformes de médias sociaux.

Au contraire, les filles et les jeunes femmes issues de pays affichant des taux d'utilisation de l'Internet par les femmes plus faibles sont plus isolées lorsqu'elles surfent en ligne. L'utilisation de l'Internet a beau croître rapidement, elle reste très limitée dans certains pays. D'après des enquêtes nationales réalisées en 2018, la proportion de jeunes de 15 à 19 ans et de 20 à 29 ans ayant utilisé Internet au cours des 12 derniers mois variait entre 6 et 9 % au Bénin, 14 et 20 % au Nigeria et 19 et 22 % en Guinée. Pour de nombreuses filles et jeunes femmes, l'utilisation de l'Internet et des médias sociaux demeure inédite.



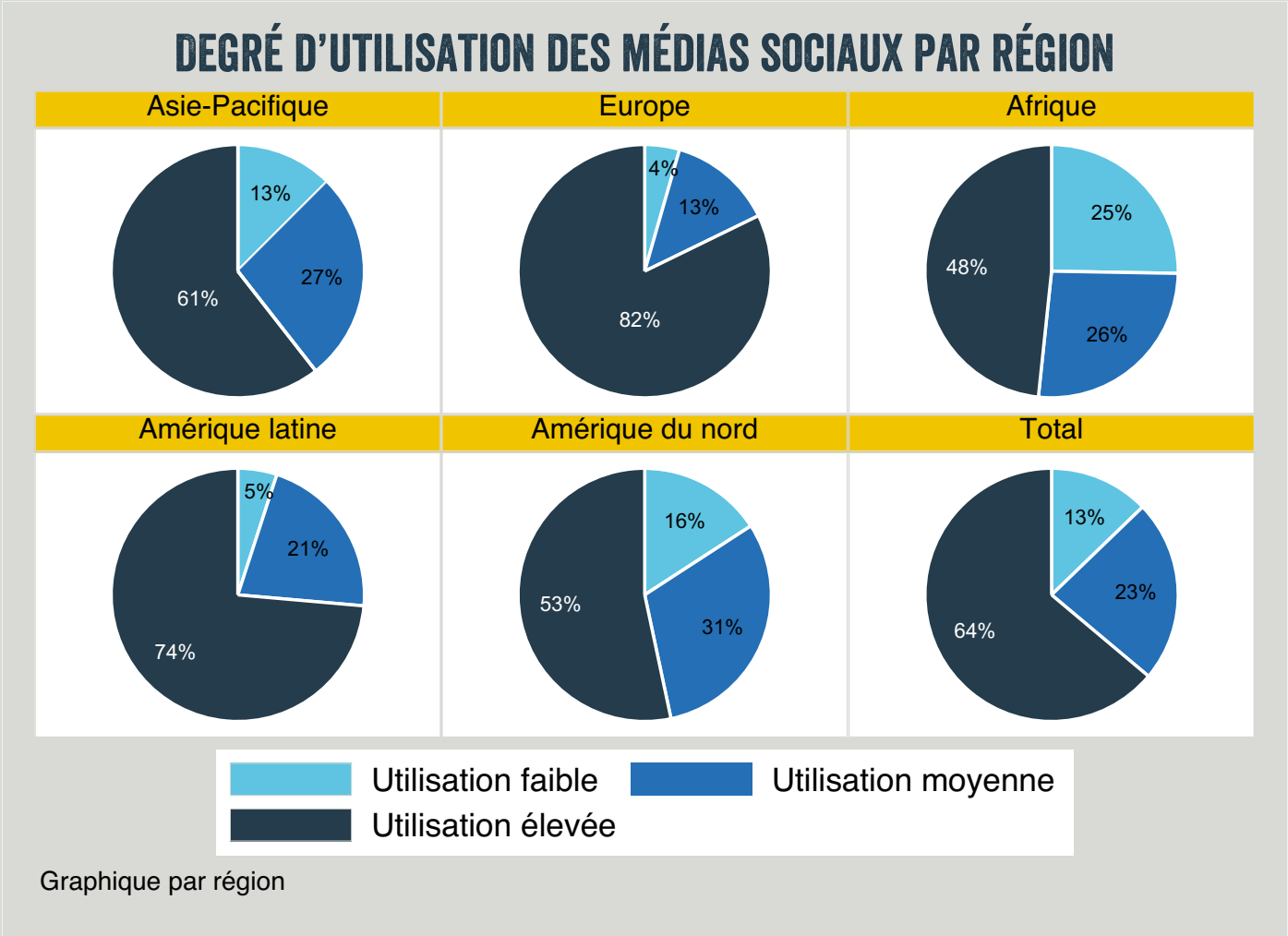
CLASSEMENT DES PAYS SELON LE DEGRÉ D'ACCÈS DES FEMMES À L'INTERNET ET L'ÉGALITÉ DE GENRE EN GÉNÉRAL, 2017
Source : Equal Measures 2030, 2019 (www.data.em2030.org)

QU'AVONS-NOUS APPRIS ?

1. L'IMPORTANCE DES MÉDIAS SOCIAUX

Les filles et les jeunes femmes interrogées pendant l'enquête, issues de 22 pays, ont été questionnées sur leur utilisation des médias sociaux : 98 % d'entre elles les utilisent, 74 % publient régulièrement ou très fréquemment, et 64 % commentent fréquemment ou très souvent les publications d'autres utilisateurs. Sur l'ensemble des pays couverts par l'enquête, on peut classer le degré d'utilisation des médias sociaux par les filles et les jeunes femmes comme élevé pour 64 % d'entre elles, moyen pour 23 % et faible pour 13 %.

L'utilisation des médias sociaux est plus fréquente chez les filles de 15 ans (72 %) et moins fréquente chez les femmes de 25 ans (57 %). Les témoignages recueillis dans le cadre des entretiens qualitatifs illustrent l'importance des médias sociaux pour les filles et les jeunes femmes et le temps qu'elles passent en ligne, toutes reconnaissant que les médias sociaux font partie intégrante de leur vie. Elles estimaient que ces plateformes étaient importantes pour un certain nombre de raisons : garder le contact avec des amis, communiquer avec la famille, consulter les offres d'emploi,



Graphique par région

obtenir et diffuser des informations, être au fait des dernières nouvelles, interagir avec des personnes de tous horizons et établir des communautés en ligne.

« Pour être honnête, ces plateformes sont très importantes pour moi. En fait, j'ai grandi au moment où toutes ces applications sont devenues très populaires, et elles sont très à la mode chez les jeunes. Mais je pense que je passe la majeure partie de ma journée en ligne... Je m'en sers quotidiennement, pendant de nombreuses heures »

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

Les personnes interrogées au cours des entretiens menés auprès d'informateurs clés sont toutes des militantes et se servent des médias sociaux pour s'exprimer sur des questions souvent controversées, dont le changement climatique et les violences de genre, sans oublier l'autonomisation des filles et des femmes – autant de sujets qui leur tiennent à cœur.

« Je publie des textes et des photos, et je partage les articles d'autres personnes. Je commente aussi, parfois, lorsque les sujets m'intéressent ».

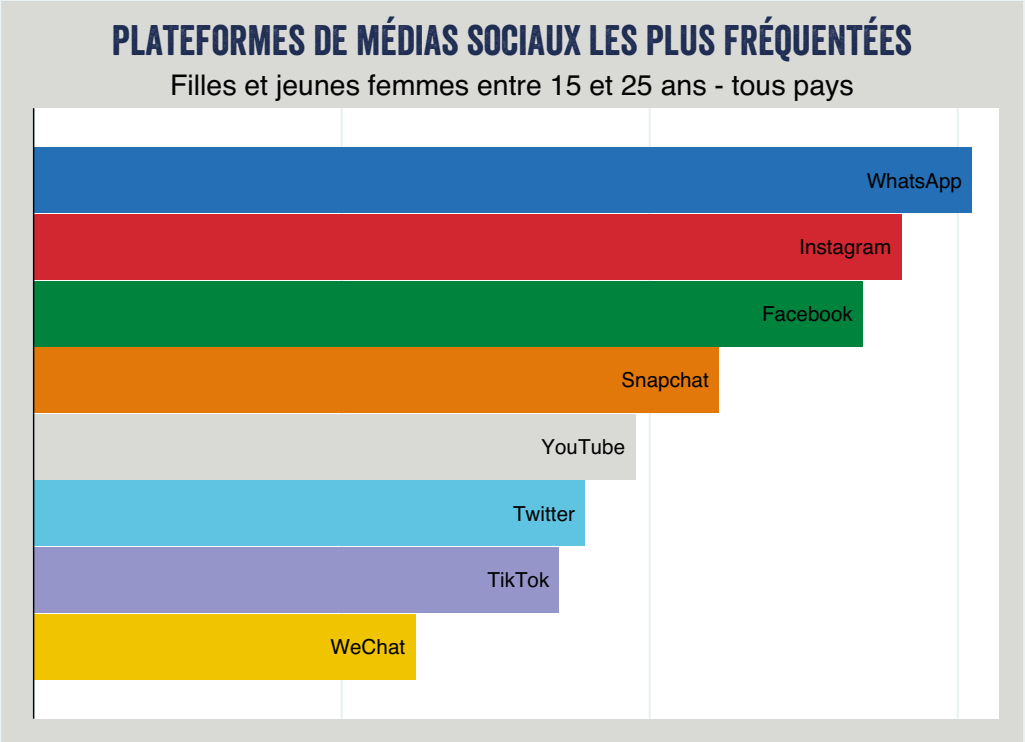
Fille de 17 ans, en Équateur

« J'écris de courts articles en fonction de ce que j'étudie et sur des sujets liés à un jour important ou à un événement politique. Je partage souvent des articles sérieux concernant des cas de viol perpétré sur des femmes et des enfants ».

Jeune femme de 24 ans, au Pérou

Les outils en ligne et les plateformes utilisés par la majorité des filles issues des 22 pays de l'enquête sont WhatsApp (60 %), Instagram (59 %) et Facebook (53 %).

L'utilisation de telle ou telle plateforme varie en fonction de l'âge : WhatsApp est l'une des plateformes de messagerie les plus fréquemment utilisées, quel que soit l'âge, mais les jeunes femmes utilisent davantage Facebook que les adolescentes, qui lui préfèrent Instagram. Les adolescentes utilisent également Snapshat et sont beaucoup plus attirées que les jeunes femmes par TikTok, une application dont la popularité ne cesse de croître. Toutes ces plateformes ne constituent pas des espaces ouverts de discussions publiques. WhatsApp, par exemple, est un service de messagerie fermé, tandis que Facebook, TikTok et Instagram permettent un grand nombre d'interactions ouvertes et comportent un risque accru de harcèlement par des agresseurs inconnus.



2. EXPÉRIENCES EN LIGNE DU HARCÈLEMENT FONDÉ SUR LE GENRE

« J'ai réglé mon profil de manière à ce que seuls mes amis puissent voir mes photos, mais j'ai reçu un message d'une personne inconnue qui me menaçait de publier des photos de moi si je ne lui donnais pas mon cul. Cette personne, je ne sais toujours pas qui c'est, m'a envoyé des photos que personne d'autre n'a, d'endroits où j'ai été... J'en ai parlé à mes parents et à mon frère. Je suis effrayée, un sentiment de peur m'envahit chaque fois que je m'apprête à publier quelque chose en ligne. Je pense que toutes les filles ressentent cette peur ».

Fille de 17 ans, en Équateur

Dans l'ensemble des 22 pays couverts par l'enquête, **58 %** des filles ont indiqué avoir déjà subi une forme ou autre de cyberharcèlement sur des plateformes de médias sociaux, un chiffre que confirment les témoignages de **15 des 18 participantes** aux entretiens menés auprès d'informateurs clés.

Les différences régionales sont mineures : en Europe, 63 % des filles ont signalé avoir subi des actes de harcèlement, contre 60 % en Amérique latine, 58 % dans la région Asie-Pacifique, 54 % en Afrique et 52 % en Amérique du Nord.

Même lorsque les filles n'ont pas été personnellement confrontées au phénomène de cyberharcèlement fondé sur le genre, la plupart d'entre elles connaissent d'autres filles ou jeunes femmes qui l'ont subi. Lors des entretiens qualitatifs, les filles qui ont assisté au harcèlement en ligne d'autres personnes ont constaté son impact sur leur propre comportement :

« Je n'ai jamais subi de harcèlement en ligne, mais j'ai parfois eu peur de publier ou de commenter sur les médias sociaux de crainte de recevoir des commentaires ou des jugements négatifs ».

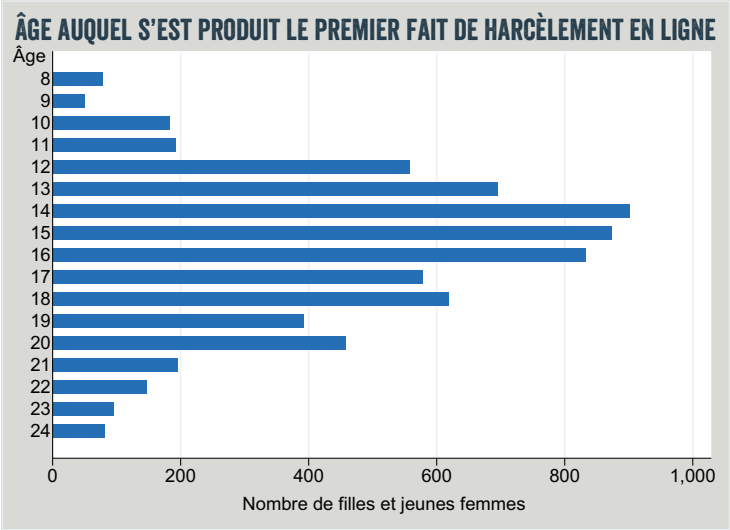
Fille de 17 ans, en Indonésie

Les filles indiquent que le harcèlement sur les médias sociaux est à son paroxysme lorsqu'elles ont entre 14 et 16 ans. Elles apprennent petit à petit à mieux se protéger, et la jeune femme qui témoigne ci-après n'est pas la seule à incriminer son manque de maturité, plutôt les auteurs :

« Je viens d'avoir 20 ans. L'époque où j'ai subi le plus de harcèlement, c'était quand j'avais entre 9 et 14 ans, je crois. À ce moment-là, j'ai été harcelée parce que j'étais immature et je ne savais pas comment réagir dans la plupart des situations. J'essayais d'être la plus ouverte possible, et je me souviens que, chaque jour, je me connectais à quasiment 7 plateformes de réseaux sociaux ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

Plus les files sont jeunes, plus les agresseurs les trouvent vulnérables. Ainsi que l'a fait remarquer une jeune Soudanaise : **« C'est possible qu'en fait, les gens soient plus à l'aise de le faire lorsque la fille est jeune ».**



23 % des filles et des jeunes femmes ont signalé avoir été victimes de harcèlement sur Instagram et 14 % sur WhatsApp, mais c'est sur Facebook qu'elles se sentent particulièrement en danger : 39 % des filles ont déclaré y avoir été harcelées. Une méfiance à l'égard de Facebook transparaissait également dans les entretiens qualitatifs :

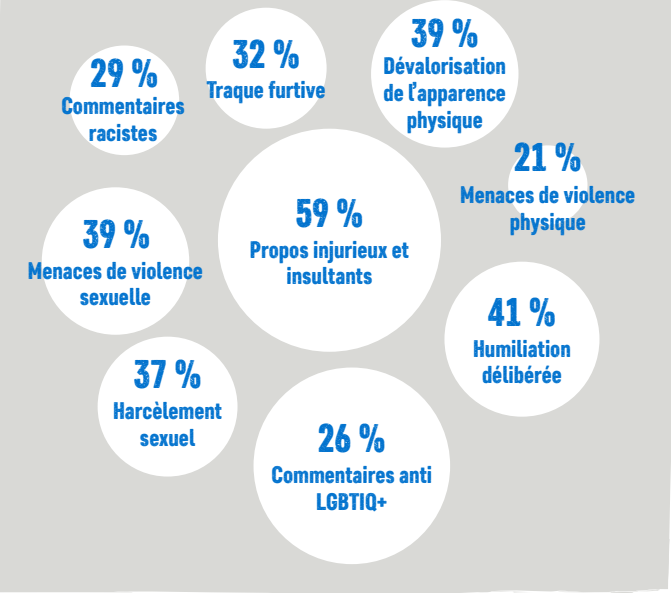
> **« En fait, je peux dire que je fais (rires) beaucoup plus attention maintenant, puisque je ne vais plus souvent sur Facebook. Je ne m'y connecte que de temps en temps pour éviter, vous savez, les commentaires négatifs, ou les publications vulgaires ou d'autres trucs comme ça. Je préfère tout simplement rester sur WhatsApp, parce que je m'y sens plus en sécurité ».**
>
> **Jeune femme de 23 ans, au Malawi**

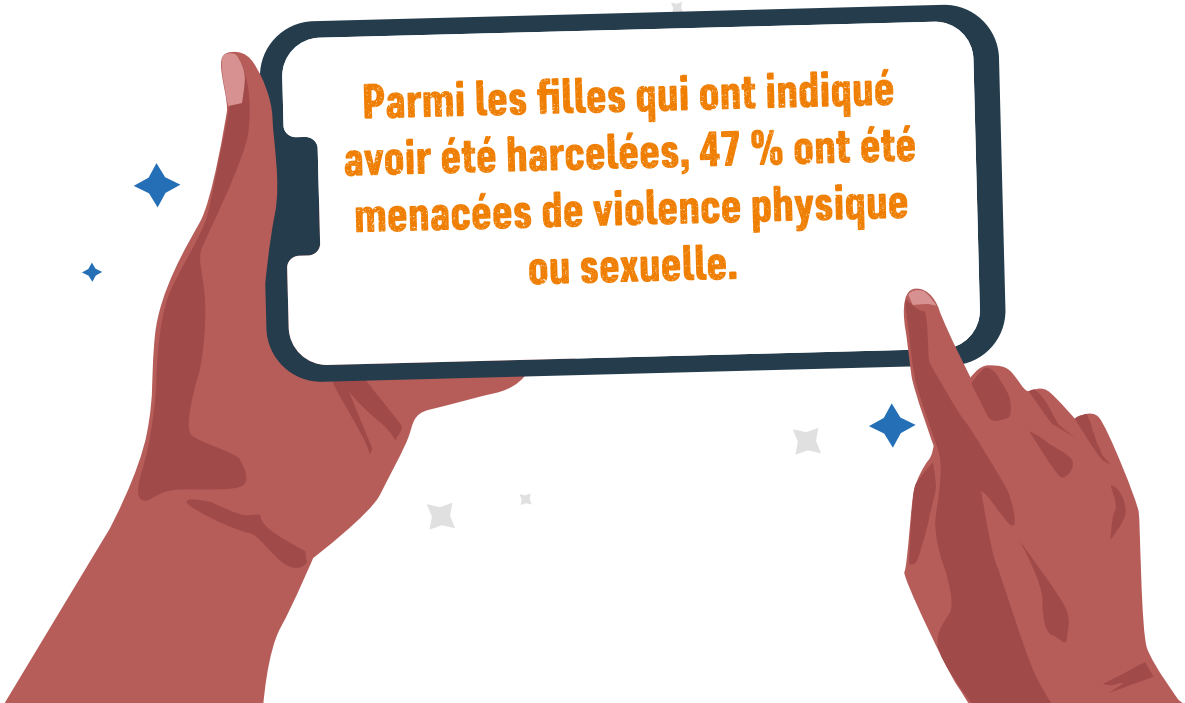
> **« Sur Facebook, j'ai beaucoup de contacts et j'ai dû en supprimer beaucoup. Je me sens moins attaquée sur Instagram. Je trouve qu'il y a plus de violence sur Facebook ».**
>
> **Jeune femme de 24 ans, au Pérou**

Les jeunes femmes ont plus tendance à signaler les actes de harcèlement fréquents ou très fréquents par rapport aux adolescentes, alors même que ces dernières se connectent plus souvent aux médias sociaux. Cela ne veut pas forcément dire qu'elles subissent moins de harcèlement, mais peut-être qu'elles sont moins en mesure d'identifier ce qu'est le harcèlement par rapport à leurs aînées. La prise de conscience du cyberharcèlement croît avec l'âge : **seulement 36 % des filles de 15 ans déclarent avoir beaucoup entendu parler du harcèlement en ligne, contre 43 % chez les jeunes femmes de 24 ans.**

Le harcèlement peut revêtir de nombreuses formes, depuis la menace de violence physique ou sexuelle jusqu'aux commentaires racistes et la traque furtive : parmi les 58 % de filles qui ont indiqué avoir été harcelées, 85 % en ont subi plusieurs formes, seulement 17 % n'ont été victimes que d'un seul type de harcèlement et 9 % ont subi tous les types de harcèlement recensés dans le graphique ci-dessous.

POURCENTAGE DE FILLES ET DE JEUNES FEMMES AYANT SUBI DIFFÉRENTS TYPES DE HARCÈLEMENT





LE HARCÈLEMENT SEMBLERAIT POUVOIR ÊTRE CLASSÉ EN DEUX CATÉGORIES SPÉCIFIQUES :

A. Le harcèlement subi par les filles pour le simple fait d'être une fille et d'**être en ligne**. Il n'a aucun lien avec le contenu de leurs publications et semble indissociable de l'expérience qu'ont les filles lorsqu'elles surfent sur les médias sociaux. La situation s'aggrave lorsque la fille est noire, s'identifie à la communauté LGBTIQ+ ou présente un handicap.

B. Le harcèlement s'intensifie lorsque les filles s'impliquent davantage et s'expriment en ligne. **Les militantes sont attaquées en raison de leurs messages**, de leur franchise. Les harceleurs utilisent à leur fin le contenu, les débats dans lesquels les filles et les jeunes femmes s'impliquent et les problèmes qu'elles soulèvent.

A. Présence en ligne

Les filles ayant subi du harcèlement pour le simple fait d'être connectées ont déclaré que ce harcèlement était essentiellement de nature sexuelle :

- elles ont reçu des commentaires de nature sexuelle ou des messages dont le contenu était explicite, avec notamment des demandes de rapports sexuels monnayés
- elles ont reçu des photos ou des images vulgaires ou à caractère sexuel
- elles ont reçu des demandes d'envoi de photos d'elles, avec des cas de chantage
- certaines de leurs publications ont été diffusées sans leur autorisation et/ou les agresseurs ne se cachaient pas de connaître des informations personnelles sur elles

« [...] ce qui m'est arrivé, c'est quand un gars a tenté de me faire chanter sur les médias sociaux et me demandait : "Tu veux être payée en quoi ? Tu veux des dollars ? Tu préfères les euros ? Qu'est-ce que tu veux ? [...] Tu sais, avec juste une nuit, je peux te donner beaucoup d'argent, ça changera ta vie. Je peux te donner tout l'argent du monde. Viens, on va baiser, tout ça". Vous imaginez, un truc pareil ? Ouais. Je me suis sentie très mal ».

Jeune femme de 23 ans, au Soudan du Sud

« Je me souviens d'une fois en particulier, quand j'étais jeune... Je recevais beaucoup de messages de garçons qui me demandaient de leur envoyer des photos de moi nue ou qui me faisaient du chantage à propos d'une photo que j'avais publiée, en disant qu'ils allaient la partager ou la modifier dans un mauvais sens et la diffuser si je ne faisais pas ci ou ça. Ou d'une manière plus générale, ils me parlaient mal. J'étais jeune et, franchement, c'était horrible. Pour moi, ça a été la pire période de ma vie, être sur les médias sociaux à ce moment-là. Entre 9 et 14 ans ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

Les jeunes femmes ont également raconté qu'elles avaient reçu des images de nature sexuelle, des photos grossières d'organes génitaux ou de la pornographie :

« En fait, ça m'arrive même lorsque je ne publie rien... On dirait que c'est comme si les hommes pensaient qu'ils avaient le droit de jouer avec toi, ce genre de choses, ils se mettent à t'envoyer des photos vulgaires d'eux-mêmes... Je viens de recevoir une photo d'un mec tout nu... c'est vraiment flippant... ils arrivent dans ta boîte de messagerie : "Salut chérie", et quand j'ouvre le message, je flippe "c'est quoi ce délire ?"... Ils t'envoient des trucs comme ça sans te demander ton avis, c'est juste un manque total de respect ».

Jeune femme de 23 ans, au Malawi

La chosification sexuelle fait partie intégrante des expériences d'une fille sur les médias sociaux. La manière dont elle s'habille et sa façon de se présenter en ligne sont soumises à un examen intense et critique.

« Cela m'arrive parfois lorsque je publie quelque chose à propos de l'égalité de genre par exemple, et quand je publie une photo sympa… beaucoup de gens commentent, et certains disent, "celle-là, elle passe son temps à publier des trucs", ils me lancent des injures et me disent, "Non mais arrête de te vendre. Tu cherches à te caser ?" Vous voyez ce que je veux dire, des trucs comme "Espèce de pute, qui s'affiche sur les réseaux sociaux" ».

Jeune femme de 23 ans, au Soudan du Sud

En particulier si elles sont perçues comme ayant enfreint les règles de bonne conduite des filles et des jeunes femmes ou si elles choquent les idéaux conservateurs.

« Je suis souvent harcelée en ligne ou en public, et du coup je ne me sens pas en sécurité, parce qu'à chaque fois, quoi que je fasse sur les médias sociaux, les gens n'arrêtent pas de commenter. Je dois me couvrir les cheveux ou je dois porter une longue robe, ou encore un autre truc. Donc ouais, j'ai juste l'impression que je n'ai pas le droit de pouvoir m'exprimer librement ».

Jeune femme de 19 ans, en Indonésie

« J'ai une amie qui reçoit souvent des commentaires haineux et dont les publications font l'objet de débats dans d'autres groupes de discussion, peu importe ce qu'elle a publié ou partagé en ligne. On l'a attaqué pour sa manière de s'habiller et parce qu'elle est tout le temps maquillée ».

Fille de 17 ans, aux Philippines

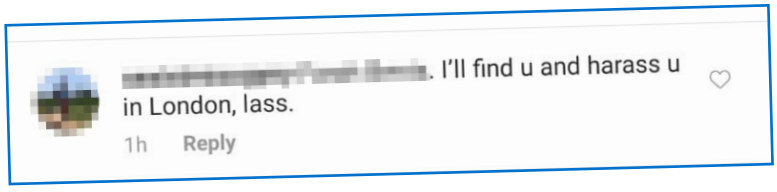
Sans mon consentement

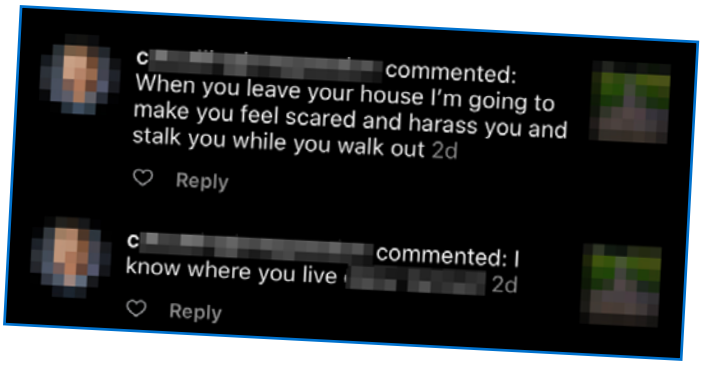
41 % des filles et des jeunes femmes interrogées estiment problématiques le partage non autorisé de leur contenu et/ou le fait que des étrangers leur fassent savoir qu'ils connaissent des détails personnels les concernant. Les deux constituent une atteinte à la vie privée et, dans certains cas, les harceleurs savent où les filles habitent et disposent d'informations sur leur famille. Une jeune Canadienne de 17 ans a fait remarquer que c'était « vraiment effrayant » la facilité avec laquelle les gens pouvaient dégoter des renseignements sur vous et vous retrouver.

Dans d'autres cas, les harceleurs, qui leur étaient complètement inconnus, ont détourné des photos :

> **« Pour moi, le harcèlement sexuel en ligne, ce n'est pas uniquement lorsque les gens commentent vos publications ou vos photos ou... disent des trucs sur vous. Je me suis rendu compte que, parfois, certaines personnes partagent mes photos ou s'en servent pour les mettre en photo de profil, sans me demander mon autorisation, et ça s'est déjà produit plusieurs fois. Il y avait ce gars, que je ne connaissais pas, et il s'est mis à mettre toutes mes photos sur son profil, et j'étais vraiment surprise. Ensuite il m'a dit que j'étais magnifique sur les photos, et pour moi ce n'est pas un compliment, c'est du harcèlement sexuel, et ça craint ».**
>
> **Jeune femme de 19 ans, en Indonésie**

On a également découvert que cette situation pouvait se décliner de manière plus organisée, plus systématique, et impliquer plusieurs harceleurs et de nombreuses victimes, sur une période prolongée plutôt que de manière ponctuelle. Ce type de harcèlement se déroulait sur une « page Internet souterraine » qui publiait au hasard des photos de femmes pour que les utilisateurs puissent les traquer en ligne :





> **« Il s'est passé un truc horrible, je crois que c'était l'année dernière. Je ne sais pas comment l'expliquer. Quelqu'un publie une photo trouvée sur un compte au pif sur Instagram, ensuite ils enquêtent sur cette femme et tentent de trouver des informations la concernant sur les médias sociaux. Ils savent même où cette femme vit... Et ça s'est vraiment produit, c'était énorme, beaucoup de femmes ont été harcelées. Ils leur envoyaient des textos, des photos horribles, des trucs comme ça.... Je n'ai pas été personnellement visée, mais certaines femmes que je connais l'ont été. Je me souviens qu'à l'époque c'était un truc effrayant pour la plupart des jeunes femmes, en ville, à la campagne. On avait peur, on s'est mises à changer tous les paramètres en privé, à supprimer toutes les informations personnelles sur les médias sociaux et d'autres trucs comme ça. Parce qu'on savait qu'on pouvait être ciblées ».**
>
> **Jeune femme de 22 ans, au Chili**

Ce type de harcèlement est particulièrement effrayant, car il établit un lien entre le harcèlement et la violence en ligne et ces mêmes phénomènes hors ligne, et montre à quel point le harcèlement sexuel systématique et organisé est capable d'instiller la peur chez les utilisatrices des médias sociaux, en ne touchant pas uniquement les victimes directes, mais aussi l'ensemble des adolescentes et des jeunes femmes. Cela montre également à quel point une réforme sérieuse est nécessaire, avec la mise en place de mécanismes de sécurité beaucoup plus rigoureux.

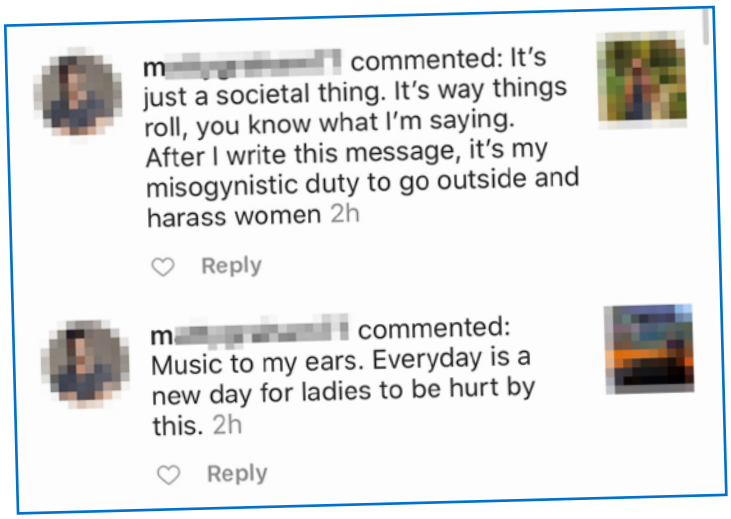
Les filles ont également remarqué que les harceleurs masculins affichent généralement un comportement plus agressif et déplacé s'ils ont l'impression que la fille les a rejetés ou refuse leurs avances.

> **« S'ils vous demandent de sortir avec vous et que vous refusez, ils se mettent à parler mal de vous sur les médias sociaux, vous voyez ».**
>
> **Jeune femme de 23 ans, au Soudan du Sud**

« **La personne qui me traquait, c'était vraiment intéressant, parce que le harcèlement a démarré dès que je lui ai dit que je ne voulais pas sortir avec lui. Et je pense que c'est pareil qu'avec le harcèlement de rue, la situation empire après le refus, c'est toujours le même schéma, on le voit également dans l'actualité. Je pense qu'il y a des schémas similaires dans les deux comportements, où la situation s'aggrave éventuellement après le rejet. C'est une manière d'exercer son pouvoir sur une personne** ».

Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis

Cette expérience de la traque furtive mentionnée ci-dessus est particulièrement troublante. Après avoir refusé de sortir avec cet homme, il s'est mis à harceler cette jeune militante pendant un certain temps en utilisant plusieurs comptes de médias sociaux, dont des faux, grâce auxquels il se faisait passer pour un membre de son groupe de militants. Elle l'a bloqué sur les médias sociaux, mais il a continué à la poursuivre : en lui envoyant des messages agressifs et en lui prouvant qu'il avait trouvé des informations personnelles les concernant, elle et sa famille. Du harcèlement en ligne à la violence physique, il n'y a qu'un pas : en particulier lorsque, comme dans le cas présent, le harceleur parvient à participer aux événements que sa victime organise et auxquels elle participe dans le monde réel.



Race, appartenance ethnique, handicap et genre

Il n'y a pas que le sexisme, le simple fait d'être une fille, qui influence le vécu des filles en ligne. Le racisme est également un vecteur de harcèlement. L'identification à la communauté LGBTIQ+ ou le handicap le sont également. L'acharnement sur les filles ou les jeunes femmes qui se démarquent par leur apparence, leur sexualité, leur appartenance ethnique, leur race ou leur handicap est d'autant plus virulent.

« **J'ai des amis qui sont des personnes LGBT et qui souffrent du harcèlement en ligne et hors ligne pour le simple fait d'afficher ouvertement leur sexualité** ».

Fille de 17 ans, aux Philippines

- **42 %** des filles qui s'identifient comme des personnes LGBTIQ+ et qui se sont fait harceler ont déclaré s'être déjà fait harceler pour cette raison.
- **14 %** des filles qui déclarent être handicapées et qui se sont fait harceler disent avoir déjà été victimes de harcèlement du fait de leur handicap.
- **37 %** des filles qui s'identifient comme appartenant à une minorité ethnique et qui se sont fait harceler ont déclaré avoir subi du harcèlement pour ce motif.

La race, ainsi que l'a fait remarquer une participante, est un sujet qui « **énerve beaucoup de gens** ». Elle a ajouté : « **ce qui est bizarre... on commence à en parler, mais ça n'a pas toujours été le cas... Les gens ne veulent pas parler de race... ou des problèmes des Premières Nations. Chaque fois que j'en parle, il y a toujours quelqu'un qui dit, "tu ne fais que te plaindre"** ». *Fille de 17 ans, au Canada*

Le harcèlement en ligne n'est pas vécu de la même manière par toutes les adolescentes. En revanche, on peut faire un rapprochement avec les formes d'abus et de discrimination que les filles subissent également hors ligne : dans toutes les régions, le handicap, la race, l'appartenance ethnique, le fait de s'identifier comme étant LGBTIQ+ aggravent le harcèlement subi par les filles et les jeunes femmes pour l'unique raison qu'elles sont jeunes et de sexe féminin.

B. S'en prendre aux militantes

Les militantes attirent particulièrement l'attention et les propos au vitriol, notamment sur les questions féministes ou relatives à la question de l'égalité de genre, qui provoquent des réactions de rejet conséquentes et semblent être un thème important au cœur des discussions des filles et des jeunes femmes sur le harcèlement en ligne : **47 % des participantes ont déclaré avoir été attaquées pour leurs opinions.** Elles avaient le sentiment que l'objectif de l'attaque était d'amoindrir leur crédibilité et leurs connaissances sur un sujet ou d'essayer de les empêcher de parler – comme si les filles n'avaient pas le droit de parler de certains sujets. Tant sur les médias sociaux que hors ligne, elles sont supposées rester docilement à la place qu'on leur désigne :

> **« Certaines de mes amies, lorsqu'elles commentent ou donnent leur avis sur des sujets politiques, il y a des gens qui... sont un peu obtus, alors ils utilisent souvent de faux comptes et font des remarques déplaisantes et vulgaires, et ils disent des choses comme, vous savez, "mais qui es-tu pour dire des choses pareilles ?"... ils sont agressifs, et "tu n'es pas supposée t'occuper de ça, tu n'es qu'une fille, ne te mêle pas de ces choses-là" ».**
>
> **Jeune femme de 21 ans, au Myanmar**

Plusieurs filles ont raconté que leurs publications sur les thèmes du genre ou de la cause féministe ont fait l'objet de commentaires. L'une d'entre elles estimait que ces commentaires étaient formulés par des gens très différents, tant des hommes que des femmes. Une jeune Équatorienne de 17 ans qui publie du contenu sur les féminicides et la violence extrême faite aux femmes a indiqué qu'elle avait reçu beaucoup de « commentaires stupides » de gens qui sont « très fermés d'esprit ».

Une autre jeune femme qui gère un compte Instagram destiné à aider les femmes à partager leur vécu de l'avortement trouve que ces réactions sont cruelles :

> **« Cela me brise le cœur parce que les témoignages que nous relayons racontent visiblement des expériences très difficiles vécues par ces femmes. Et vous pouvez lire la souffrance qu'elle a endurée pendant cette épreuve. Mais voilà, ces gens arrivent et disent des choses comme, "tu devrais avoir honte de toi". Comment peuvent-ils commenter sans voir la souffrance ? ».**
>
> **Jeune femme de 22 ans, au Chili**

Une autre personne interrogée a décrit le mélange puissant des commentaires antiféministes et des contraintes religieuses :

> **« Beaucoup de gens font des commentaires, surtout parce que je suis féministe... Je crois que c'était en février, j'ai publié une photo de moi à la plage, et, hmm, on voyait un peu mes jambes, et alors une fille a écrit un commentaire, en fait je ne sais pas si c'était une femme ou un homme, parce qu'il y a beaucoup de faux comptes qui commentent. Et ça disait "Ton corps appartient à Dieu, tu dois te couvrir, tu ne dois pas porter ce genre de robe", tout ça pour m'effrayer, et me faire croire que mes parents iront en enfer ».**
>
> **Jeune femme de 19 ans, en Indonésie**

Une jeune Américaine qui milite en ligne et dénonce le harcèlement de rue en diffusant des témoignages directs de femmes en ayant fait l'expérience décrit les abus qu'elle a subis en réaction d'hommes qui refusent d'être considérés comme des agresseurs :

> **« Avec le mouvement BalanceTonPorc (ou MeToo) et tout ce qui se passe en ce moment, je pense qu'il y a une réaction de rejet de la part des hommes qui se sentent visés. Ils se sentent obligés de prendre la défensive parce que si nous parlons de harcèlement sexuel, c'est que nous parlons forcément d'hommes qui agissent mal... Je pense que le fait de harceler quelqu'un découle d'une attitude vraiment défensive... et de la colère aussi peut-être, du fait que les choses sont en train de bouger, que les gens s'expriment de plus en plus sur la question et je suppose qu'ils ont l'impression de ne pas être importants ou quelque chose comme ça. À mon avis, avec tous ces témoignages de filles et de femmes, ils se disent peut-être "OK, mais moi alors ? Ma vie est difficile aussi". Ou bien il y a ce sentiment qu'ils devraient avoir leur mot à dire, alors que ce n'est pas vraiment à propos d'eux ou pour eux ».**
>
> **Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis**

Pas que sur les médias sociaux

Les expériences des filles sur la Toile sont diverses et variées, mais elles présentent toutes un point commun : on attend des filles qu'elles adoptent un certain type de comportement empreint de quiétude et de modestie, sur les médias sociaux, en public, à la maison. Les stéréotypes sexistes servent de justification au harcèlement, du point de vue des harceleurs du moins, ce qui leur permet de cibler les filles lorsqu'ils estiment que leur comportement n'est plus acceptable.

« Les communautés d'ici sont plutôt conservatrices, et elles attendent de nous qu'on soit polies, et vous savez, qu'on se comporte comme des filles. Même lorsqu'on se connecte aux médias sociaux, on doit faire très attention à tout ça, et on ne peut pas vraiment dire ce que l'on veut, en fait ils attendent beaucoup des filles, surtout... L'état d'esprit de la communauté est donc également très important pour obtenir l'égalité en ligne ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

Les jeunes femmes ont bien conscience que le harcèlement dont elles sont victimes en ligne relève d'un phénomène plus vaste « entremêlé » avec des idées bien ancrées quant à la supériorité masculine :

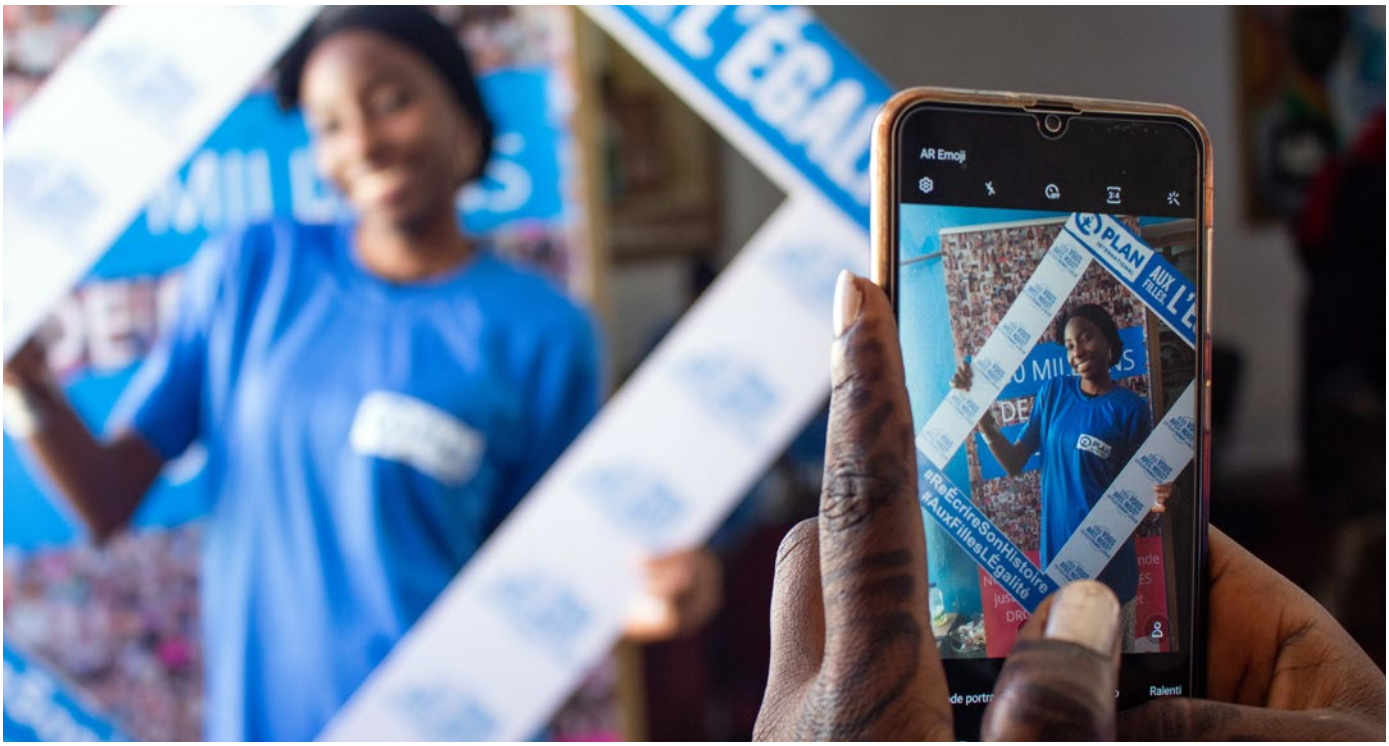
« Je pense parfois que cela dépasse la sphère culturelle. Parce que vous savez, les gens ici, on leur répète constamment que les hommes sont meilleurs que les femmes... Tout ça parce que l'homme est généralement le gagne-pain de la maison, et ils pensent qu'une femme ne peut en aucun cas pourvoir aux besoins du foyer. Peut-être parce que je suis jeune, cela signifie que même si j'ai un diplôme, je devrais toujours dépendre d'un homme. Bref je pense que c'est un peu n'importe quoi… ».

Jeune femme de 23 ans, au Malawi

Les filles et les jeunes femmes se sentent souvent en danger sur Internet, mais la situation est différente pour les agresseurs. Les médias sociaux lèvent les inhibitions. Vous pouvez harceler quelqu'un sans avoir à subir de conséquences et à révéler votre identité – le monde virtuel est un espace très sûr pour les harceleurs.

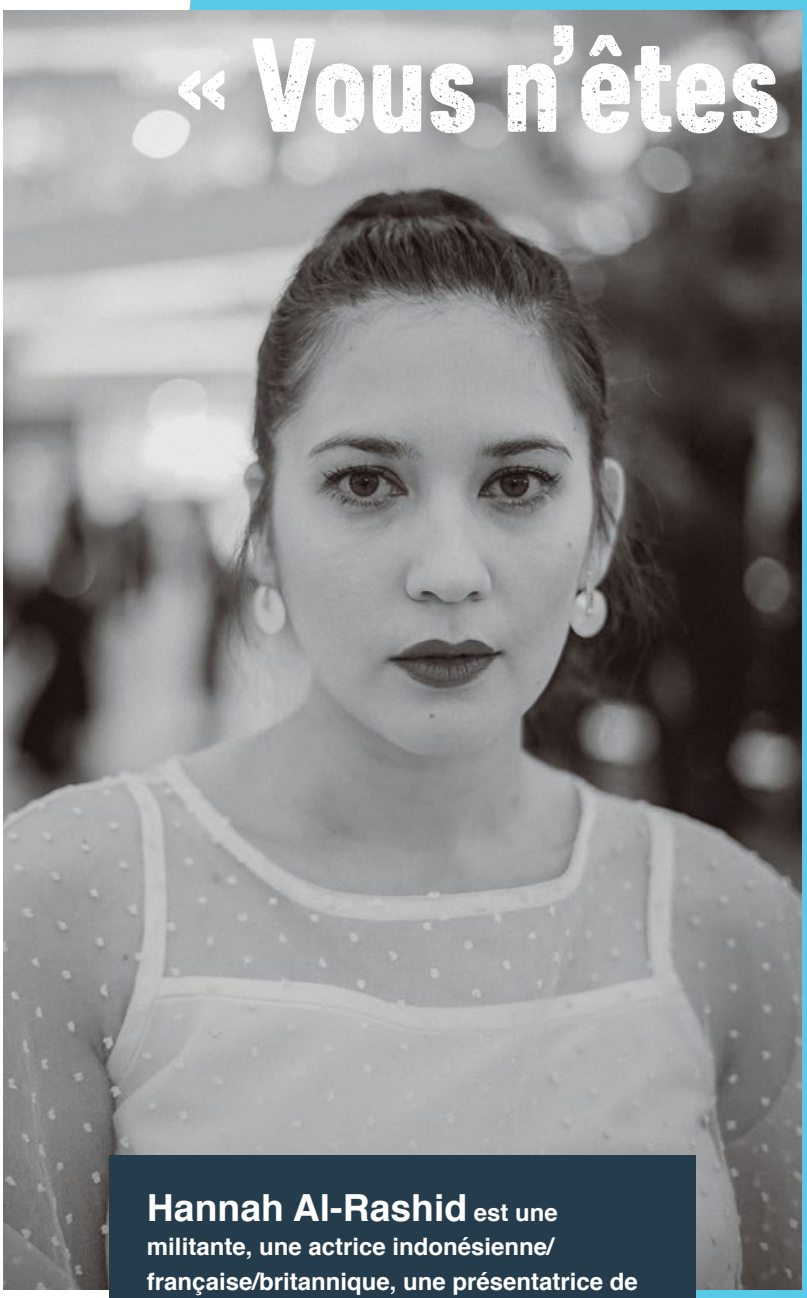
« Les médias sociaux peuvent être des plateformes très utiles, par exemple, pour s'exprimer et partager des informations... mais ils peuvent aussi devenir des espaces épouvantables où, je ne sais pas, des gens fous profitent de leur anonymat pour critiquer et tenir des propos haineux… Alors c'est très difficile, car les gens peuvent faire des choses terribles tout en gardant l'anonymat ».

Jeune femme de 22 ans, au Chili



Gros plan

« Vous n'êtes pas seules »



Hannah Al-Rashid est une militante, une actrice indonésienne/française/britannique, une présentatrice de télévision et une promotrice des Objectifs de développement durable des Nations Unies en Indonésie en faveur de l'égalité de genre. Elle nous parle ici de son vécu en matière de harcèlement en ligne.

instagram.com/hannahalrashid

J'ai été victime de cyberharcèlement.

Si je devais citer une expérience, comme ça sans réfléchir, ce serait les réactions sur la Toile suite à ma participation à la Marche des femmes à Jakarta en 2018. La quantité de commentaires haineux et de menaces que j'ai reçus était accablante. Je suis féministe, mais j'ai toujours fait attention à l'emploi de ce mot ici en Indonésie en raison des connotations négatives qu'il porte. Je suis musulmane et ne porte pas le hidjab, par choix. Or le fait de plaider en faveur des femmes va à l'encontre des attentes de la plupart des Indonésiens quant à ce qui fait une bonne ou une mauvaise femme musulmane. Mais nous devons parler de ces problèmes bien réels ou de ces idées reçues dans notre société. Ils veulent nous faire taire, mais je vais continuer à en parler.

Les gens présument que tout ce qui se passe sur la Toile est inoffensif parce que c'est virtuel, numérique, or ce n'est pas le cas – c'est pire. Je me suis plusieurs fois sentie menacée physiquement à cause du harcèlement en ligne. Des groupes radicaux ont déjà diffusé mes photos sur leurs comptes de médias sociaux et encouragé leurs abonnés et leur public à s'en prendre à moi avec des messages comme "On va la trouver et la faire taire". Ces expériences ont été effrayantes, ces gens savourent la toute-puissance que leur procure leur anonymat, et je ne sais pas qui ils sont. Comment plaider et faire passer mes

messages sans qu'ils se sentent menacés et sans que je risque ma propre sécurité ? Je ne veux pas me taire.

On observe également un clivage entre les générations. Les personnes plus âgées ne prennent pas le harcèlement en ligne au sérieux et n'admettent pas l'existence des infox. La plupart d'entre elles n'ont jamais été victimes de cyberharcèlement, elles n'en comprennent donc pas les répercussions. Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est que les gens aient de l'empathie et soient à l'écoute des filles et des femmes et de ce qu'elles vivent.

Beaucoup plus de gens qu'avant sont sur Internet à cause du Covid-19, et j'ai l'impression que le monde virtuel est plus sournois, plus malveillant. Les gens sont davantage enclins à la méchanceté, et il n'est pas nécessaire d'aller loin pour assister à des batailles de tweets et des campagnes de désinformation. On a le sentiment que tout le monde est sur le bord de la rupture, et l'on fait extrêmement attention à ce qu'on veut dire ou publier, parce que cela pourrait être mal interprété et aboutir à des actes de cyberharcèlement.

En Indonésie, nous ne sommes jamais certains de savoir comment traiter légalement les cas de harcèlement en ligne. Notre système juridique est ambigu relativement à la haine en ligne, et l'absence de formalisme systémique signifie que les gens ont des appréhensions à l'idée de se rendre dans un commissariat de police pour signaler quelque chose. Tout ce que vous pouvez réellement faire est de signaler les problèmes en utilisant les mécanismes de la plateforme de médias sociaux. Et sur la question du signalement... Eh bien, je pense que les entreprises des médias sociaux devraient le prendre au sérieux. Je ne suis pas convaincue par leur manière de gérer les signalements, elles ont plutôt échoué jusqu'ici. Aucun de mes signalements n'a jamais fait l'objet d'un suivi. Je ne sais même pas si quelque chose a été fait ou non.

En fait, j'ai entendu dire une fois que les modérateurs qui gèrent les signalements ici ne sont même pas indonésiens ! Pas étonnant que ça n'aboutisse pas. Comment s'attendre à ce que les gens se sentent en sécurité en ligne, si la personne qui examine les signalements ne parle pas notre langue ou ne saisit pas les nuances de notre contexte culturel ? C'est choquant, car l'Indonésie représente l'un des plus gros pôles d'utilisateurs de médias sociaux au monde, on pourrait penser que les plateformes feraient preuve de plus de vigilance.

Si je devais transmettre un message aux filles qui sont victimes de harcèlement ou de violence en ligne, je leur dirais qu'elles ont le pouvoir de créer des écosystèmes plus sains en ligne. Masquez, bloquez et désabonnez-vous des comptes. Évitez de divulguer vos données personnelles afin de préserver votre vie privée. En Indonésie, vous pouvez vous adresser à des organisations qui vous conseilleront sur ce sujet, comme Jakarta Feminist Discussion Group [groupe de discussion féministe de Jakarta], Hollaback Jakarta, SAFENET et Magdalene. Mais surtout, exprimez-vous et faites part de vos inquiétudes aux personnes en qui vous avez confiance – **vous n'êtes pas seules.**

3. PORTRAITS DES AGRESSEURS

« Ce sont des personnes étranges, des hommes en général ».

Jeune femme de 18 ans, en Équateur

Malgré l'anonymat que procurent les médias sociaux, les filles et les jeunes femmes savent certaines choses sur leurs harceleurs, après avoir remarqué qu'elles sont plus fréquemment harcelées par des inconnus que par des personnes qu'elles connaissent, ce qui en soi est assez effrayant. Si les participantes ont cité des femmes en exemple de harceleurs connus, aucune des filles interrogées n'a laissé penser que des femmes se cachaient derrière les comptes inconnus, beaucoup estimaient immédiatement qu'il s'agissait d'hommes.

POURCENTAGE DE FILLES ET DE JEUNES FEMMES INTERROGÉES QUI DÉCLARENT QU'ELLES-MÊMES OU UNE FILLE OU JEUNE FEMME QU'ELLES CONNAISSENT ONT ÉTÉ HARCELÉES PAR UN AGRESSEUR APPARTENANT À L'UN DES GROUPES SUIVANTS :

Avoir affaire à des personnes que vous connaissez de l'école ou qui vivent dans votre quartier n'est pas tout à fait aussi effrayant que de devoir affronter une personne inconnue, même si cela n'en est pas moins gênant et intrusif :

« C'était très éprouvant parce que je n'étais pas dans le même état d'esprit. "Je n'ai pas envie d'être avec toi". J'ai pourtant l'impression que c'est assez clair. Mais ça ne lui a pas plu. Alors, c'est devenu très difficile d'esquiver, je ne pouvais pas le bloquer parce qu'on était dans le même lycée. Je n'avais pas envie que les rumeurs courent. Et que tout le monde soit au courant de ce qui s'était passé ».

Fille de 17 ans, au Canada

« Depuis j'ouvre l'œil sur les réseaux sociaux, et j'ai peur de les voir dans la rue. Je suis devenue dépendante de mon téléphone portable, en réaction ».

Jeune femme de 24 ans, au Pérou

Souvent, lorsque l'agresseur est un inconnu, l'abus est pire :

« C'est aléatoire, la plupart du temps. Et pour être très franche, ça vient en général d'inconnus, parce qu'ils n'ont rien à perdre, vous voyez. Ils ne risquent pas de saboter une relation ou quoi que ce soit d'autre ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

Les filles se sentent particulièrement impuissantes lorsqu'elles réalisent que non seulement elles ignorent tout du ou des harceleur(s), mais aussi qu'il leur est impossible d'en savoir plus et donc que c'est plus difficile à arrêter :

« La plupart d'entre eux ont des comptes anonymes. Pas tous... Mais ceux-là, ce ne sont pas leurs vrais comptes, et ils n'utilisent pas leurs vraies photos. Donc même si vous essayez d'intenter un procès à l'un d'entre eux, ce ne sont pas des personnes réelles... Et ça, c'est vraiment flippant. Je me souviens d'une amie qui voulait retrouver celui qui lui avait envoyé une photo de lui nu. Et elle ne pouvait rien y faire, parce qu'il s'est avéré qu'il n'était pas réel ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

Le genre, l'âge et les convictions politiques étaient quelques-unes des caractéristiques des harceleurs que les personnes interrogées ont été en mesure de repérer :

- **76 % des participantes pensaient que leur harceleur était probablement un homme**
- **29 % qu'il s'agissait probablement d'une femme**
- **47 % des participantes pensaient avoir deviné l'âge de leur harceleur**
- **18 % pensaient qu'il ou elle a une certaine piété**
- **6 % des participantes ont dit avoir repéré ses convictions religieuses et sa race.**

Les filles affirmaient fréquemment que le harcèlement dont elles étaient victimes provenait d'hommes ou de garçons : c'était plutôt la norme que l'exception.

> **« Mes amies féministes sont habituellement harcelées par des hommes ou des garçons parce que nous vivons dans une société patriarcale. Ces mêmes personnes qui ne veulent pas qu'une personne d'un autre genre dispose d'un quelconque pouvoir et devienne autonome ».**
>
> **Fille de 17 ans, aux Philippines**

> **« Je suis désolée de le dire, mais c'est surtout des hommes (rires)... Oui, surtout des hommes jeunes. Mais il y en a aussi des plus vieux, qui font des commentaires du même type que ceux que je vous ai déjà racontés, ils essaient de rabaisser les femmes ».**
>
> **Jeune femme de 22 ans, au Chili**

Les femmes, souvent les femmes plus âgées, participent également aux attaques, en général parce qu'elles ne sont pas d'accord avec les opinions exprimées en ligne ou avec les actions entreprises par une militante :

> **« J'ai l'impression que tous ceux qui nous harcèlent sont des garçons et des hommes. En même temps, il y a aussi des femmes qui commentent parce qu'elles désapprouvent le projet. Mais en ce qui concerne la sexualisation et la chosification, là je suis convaincue que ça vient d'hommes et de garçons ».**
>
> **Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis**

De nombreuses filles ou femmes interrogées déclaraient que les harceleurs étaient des adolescents, mais d'autres mentionnaient des hommes plus âgés et d'opinion plus conservatrice. La répartition par tranche d'âge n'est donc pas clairement définie. Une autre caractéristique assez souvent mentionnée est illustrée par les témoignages suivants :

> **« Beaucoup de chrétiens, d'évangélistes, qui souhaitent ma mort... ».**
>
> **Jeune femme de 24 ans, au Pérou**

> **« Mais le trait particulier, c'est qu'ils sont pieux, et que la plupart utilisent des faux comptes ».**
>
> **Jeune femme de 19 ans, en Indonésie**

Une jeune Canadienne de 17 ans a également mentionné la race : **« Je remarque qu'il y a beaucoup plus de personnes blanches qui harcèlent les autres, et je ne sais pas s'il s'agit d'hommes blancs âgés... Je soupçonne que ce sont des hommes blancs »**. Son témoignage s'inscrit dans le contexte du militantisme politique. Elle observe que certaines de ses amies militantes, qui sont des femmes de couleur, subissent des faits de harcèlement, notamment du racisme.

D'une manière générale, le portrait-robot du harceleur qui ressort est celui d'une personne de sexe masculin, de tous âges : quelqu'un qui supporte difficilement que les filles et les jeunes femmes puissent s'exprimer et refusent de se conformer à sa vision très restreinte de la féminité.

> **« Puisque nous parlons de questions féministes, ce n'est pas étonnant de voir que ce sont d'abord des hommes. Ce sont parfois des jeunes de mon âge, parfois même des adultes... mais ce sont surtout des jeunes, qui sont toujours aux aguets sur les réseaux sociaux et qui cherchent la petite bête ».**
>
> **Fille de 16 ans, au Salvador**

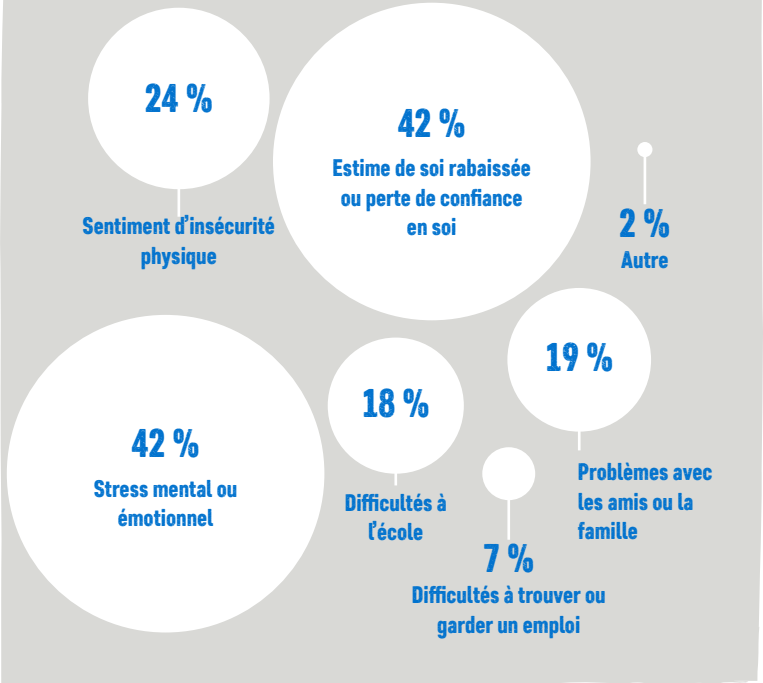
4. LES INCIDENCES DU HARCÈLEMENT SUR LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES

Les incidences du harcèlement sont aussi variées et complexes que les types d'actes de harcèlement que subissent les filles. On ressent de la colère et une certaine détermination lors des entretiens, de même que de la peur, de l'anxiété et de l'autocensure.

> **« Cela m'a beaucoup angoissée. Ensuite, j'étais très en colère ».**
>
> **Jeune femme de 24 ans, au Pérou**

Les filles et les jeunes femmes de 22 pays d'enquête qui ont pris part à l'enquête ont déclaré que leurs expériences du harcèlement en ligne les avaient amenées à perdre leur estime de soi ou leur confiance en soi, et à éprouver un stress mental ou émotionnel. Près d'un quart d'entre elles ont indiqué qu'elles ne se sentent pas en sécurité physiquement, et d'autres rencontrent des difficultés à l'école ou des problèmes avec leurs amis ou leur famille, ou encore, elles ont du mal à trouver ou à garder un emploi.

POURCENTAGE DE FILLES ET DE JEUNES FEMMES SUR LESQUELLES LE HARCÈLEMENT EN LIGNE A DES INCIDENCES NÉFASTES



On observe des différences selon les régions. De celles qui ont été harcelées, les filles en Amérique latine et en Europe, respectivement 33 % et 27 % des participantes à l'étude, indiquent principalement qu'elles ne se sentent pas en sécurité physiquement, et le pourcentage de filles qui éprouvent un stress mental ou émotionnel est supérieur dans la région Asie-Pacifique (49 %) et en Amérique du Nord (47 %). 42 % des participantes à l'étude qui avaient subi des actes de harcèlement en ligne ont dû faire face à plusieurs des incidences précitées.

64 % des filles ont été profondément affectées par ce qui leur est arrivé en ligne

Lors des entretiens plus approfondis, il est clairement ressorti que les filles avaient progressivement développé une résilience et, qu'en grandissant, elles avaient appris à s'adapter :

> **« Maintenant, je ne ressens plus aucun effet négatif de ce harcèlement... Mais avant, cela m'affectait profondément parce que j'y pensais sans arrêt. Depuis, je suis parvenue à affronter les auteurs de ces actes, donc ce n'est plus un gros problème ».**
>
> **Jeune femme de 18 ans, au Népal**

> **« Oui, au début, cela m'a probablement affectée un peu, mais maintenant, j'ai tellement l'habitude que j'en ris... Certainement, quand j'étais plus jeune, j'arrêtais de faire des commentaires ou d'interagir. Mais à présent, oui, j'ai vraiment appris à vivre avec ».**
>
> **Jeune femme de 22 ans, au Chili**

Pour les jeunes femmes, les abus en ligne font simplement partie du quotidien :

> **« D'une certaine manière, c'est devenu tellement normal de voir un commentaire qui me blesse que je n'en parle pas souvent, parce que (elle rit) c'est devenu la norme avec mon compte sur Instagram. En général, je bloque les auteurs de commentaires abusifs et je passe à autre chose, car si je devais envoyer un message à quelqu'un pour dire à chaque fois ça arrive, je ne sais pas... Je... Je devrais alors le faire très souvent ».**
>
> **Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis**

Malgré la résilience croissante dont ces filles font preuve, un grand nombre d'entre elles ne corroborent pas l'argument selon lequel « ce n'est pas un gros problème ». Les constatations de l'étude révèlent un certain nombre de conséquences troublantes et inacceptables :

- Sentiment de peur, d'inconfort ou d'insécurité
- Sentiment de contrariété, d'angoisse ou de dépression
- Sentiment de culpabilité ou de responsabilité relative dans le cadre des abus
- Sentiment de gêne
- Sentiment de vulnérabilité face à d'autres actions en ligne
- Sentiment d'avoir sa confiance en soi ou sa capacité à s'exprimer ébranlée.

Sentiment de peur, sentiment d'angoisse

La réaction la plus fréquemment observée relativement au **sentiment de peur, d'inconfort ou d'insécurité :**

> **« Et ensuite, nous avons vu tous les propos haineux et, en fait, cela nous a… un peu effrayées. Je me souviens de fois où j'ai eu très peur ».**
>
> **Jeune femme de 22 ans, au Chili**

> **« Bien sûr, c'est tout aussi désagréable que si ça arrivait dans la vie réelle. Vous savez, ça ne fait pas plaisir de recevoir subitement une photo affreuse ou qu'on vous demande de faire quelque chose que vous ne voulez pas faire. C'est extrêmement désagréable ».**
>
> **Jeune femme de 20 ans, au Soudan**

> **« Et dans les pires situations, je me suis sentie vraiment en danger, parce que je n'arrivais pas à comprendre comment ce type en particulier avait pu trouver autant de détails sur ma vie, et j'avais peur qu'il puisse trouver mon adresse et venir chez moi ».**
>
> **Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis**

Le risque évoqué par cette jeune femme des États-Unis illustre le recoupement potentiel très réel entre les espaces en ligne et hors ligne : l'intensification des comportements menaçants en ligne qui, en soi, est déjà suffisamment inquiétante, qui dégénère en véritable confrontation physique.

Le deuxième effet le plus couramment observé relativement au **sentiment de contrariété, d'angoisse ou de dépression** se manifeste par des émotions typiques du type de détresse qui pourrait avoir un impact majeur sur la santé mentale et physique.

> **« J'envoyais un message à mon amie au sujet du commentaire et je paniquais. Et mon amie essayait de me rassurer, mais cela ne suffisait pas, car moi-même je ne me sentais pas à l'aise dans cette situation. Au début, quoique me dise mon amie, moi je répondais simplement, "oui, tu sais, je panique encore ou je suis encore nerveuse"… et j'avais vraiment la frousse. Et parce que je ne savais pas quoi faire pour m'en sortir, ça finissait par partir en vrille ».**
>
> **Fille de 17 ans, au Canada**

> **« J'avais tellement la nausée. Je n'avais même pas envie de manger, je n'arrivais pas à manger quoi que ce soit... Le lendemain matin... Il fallait que j'aille chez le médecin, et quand j'y étais, on me faisait passer des examens et on me disait, "ça va aller", mais vous avez... Vous voyez ce que je veux dire, quelque chose que je n'ai jamais eu avant. Alors, cela m'a rendue malade, l'impact a été très négatif ».**
>
> **Jeune femme de 20 ans, au Soudan du Sud**

Une autre jeune femme du Soudan du Sud a raconté à quel point une jeune fille était bouleversée : « **elle pleurait. Elle n'est pas allée à l'école pendant trois jours** ». Elle a également parlé d'autres filles qui « **refusaient de retourner sur les médias sociaux, parce que ça les faisait pleurer. Elles en pleurent. Cela leur fait perdre espoir** ».

La détresse émotionnelle provoquée par le harcèlement sur les médias sociaux est non seulement bouleversante, mais elle a également un impact très réel sur les possibilités qui s'offrent aux filles dans de nombreux aspects de leur vie.

Tout est de ma faute

➜ Les filles ont également indiqué avoir le sentiment d'être en partie responsables du harcèlement ou du moins que leur famille le leur reprocherait :

« En fait, quand le harceleur m'attaquait, ma famille m'a dit que je ne devrais pas publier autant de photos de moi, car il pouvait les voir. Et... ou... en fait, que je ne devrais pas porter certains vêtements. C'était presque la même chose que ce que beaucoup de gens disent quand des filles se font harceler dans la rue, comme "Couvre-toi", ou "Sors moins souvent". Alors je me suis vraiment sentie frustrée ».

Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis

Gênée, méfiante et démunie

➜ De plus, le harcèlement est souvent une source de **gêne** et amène les filles à se sentir honteuses et vulnérables :

« Je me faisais harceler devant tout le monde. Je veux dire, devant mes amis qui me suivent sur Facebook. Je me suis vraiment sentie mal. J'avais même envie d'abandonner les médias sociaux… Et parfois, j'ai aussi l'impression d'avoir honte de quelque chose que je n'ai pas fait... Cela entraîne une stigmatisation et une discrimination ».

Jeune femme de 23 ans, au Soudan du Sud

➜ L'expérience globale de l'utilisation des plateformes de médias sociaux rend les filles soucieuses et **appréhensives par rapport à ce qui va se passer ensuite** et leur donne le sentiment d'être exposées :

« Totalement exposée. Parce que ces réseaux sont censés avoir des politiques de protection de la vie privée, on peut définir qui peut voir quel contenu, et c'est ce que j'ai fait, puis un type qui n'était pas sur ma liste d'amis, nous n'avions aucun ami en commun... Sur les réseaux, il m'a trouvée et a pu voir ce que je faisais. Il a fallu que je détermine où se trouvait ce type et quelles photos de moi il avait, et qui pouvait m'aider ».

Fille de 17 ans, en Équateur

« Peut-être que parfois j'ai l'impression que l'on m'espionne ou que quelqu'un pirate mon compte, ou qu'autre chose va se passer, vous voyez ce que je veux dire ? … J'ai l'esprit complètement embrouillé, je ne sais pas à quoi m'attendre... Ensuite, je bloque la personne, puis... j'attends de voir s'il se passe quelque chose d'autre ».

Jeune femme de 23 ans, au Malawi

➜ Les constatations de l'étude indiquent également que le harcèlement en ligne a des incidences oppressantes et paralysantes qui compromettent la confiance en soi des filles, **amenuisant leur estime de soi** et leur foi dans leurs propres capacités et leur jugement.

« Le plus dur, c'est quand je m'apprête à télécharger une photo sur la plateforme et que je dois demander à plein de gens si je devrais le faire. Je suis toujours inquiète quand je télécharge une photo qui sort de l'ordinaire... De continuer à vivre dans la peur, à avoir à réfléchir au moins 10 fois avant de publier ou d'écrire quoi que ce soit ».

Fille de 17 ans, en Équateur

« Certaines de mes amies vivent ce type d'expérience et elles sont très tristes, parce que ce sont des filles, elles n'ont pas la liberté d'exprimer leur opinion, et elles n'ont pas la possibilité de prendre la parole comme bon leur semble ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

Censurées et réduites au silence

L'un des nombreux aspects préoccupants du harcèlement en ligne réside dans ses répercussions sur la liberté en ligne des filles et des jeunes femmes. Un grand nombre d'entre elles pensent qu'elles devraient publier moins de contenu et se montrer plus prudentes quant à ce qu'elles disent et aux photos qu'elles utilisent. Il s'agit en partie d'une stratégie délibérée, mais pas seulement :

> **« Franchement, je suppose... que c'est difficile de savoir si, inconsciemment, j'ai décidé de publier peut-être un peu moins de photos de moi avec mes amies ou mes proches, car je sais qu'il pourrait trouver leurs profils... honnêtement, c'est difficile de savoir avec certitude, mais j'essaye de faire en sorte que cela ne m'empêche pas de publier ce que je veux et de dire ce que je veux... ».**
>
> **Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis**

Il ressort clairement des résultats de l'enquête que plus les filles subissent du harcèlement en ligne, plus elles ont tendance à moins utiliser la plateforme de médias sociaux concernée ou à arrêter complètement de l'utiliser.

Des filles qui ont subi des actes de harcèlement très fréquents 19 % ont déclaré qu'elles utilisaient moins la plateforme de médias sociaux concernée et 12 % ont indiqué qu'elles avaient complètement arrêté de l'utiliser.

Ces taux se sont confirmés dans les entretiens approfondis :

> **« Alors, ça arrive dans mon pays, et beaucoup de filles en souffrent, beaucoup de filles ont abandonné Facebook... Je veux dire, les médias sociaux en général. Et maintenant des jeunes filles se retrouvent isolées en fait ».**
>
> **Jeune femme de 23 ans, au Soudan du Sud**

> **« Mes amies qui ont été harcelées en ligne sont moins actives sur les plateformes de médias sociaux ».**
>
> **Fille de 17 ans, aux Philippines**

Il est évident que les filles ne peuvent pas parler librement en ligne :

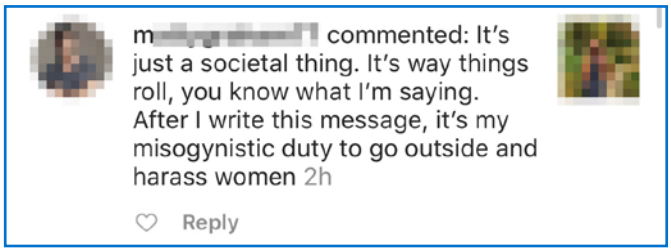
- **18 % des filles qui subissent des actes de harcèlement très fréquents arrêtent de publier du contenu qui exprime leur opinion**
- **16 % des filles qui subissent des actes de harcèlement très fréquents changent leur manière de s'exprimer pour éviter de se faire harceler.**

> **« J'ai arrêté de parler de l'avortement. Je ne parle pas beaucoup des personnes LGBTIQ+ non plus… ».**
>
> **Jeune femme de 24 ans, au Pérou**

Les jeunes filles sont souvent plus réservées au sujet de ce qu'elles publient et un grand nombre, quel que soit leur âge, commencent à éviter d'aborder des sujets qu'elles perçoivent comme potentiellement conflictuels :

> **« Je ne me sens pas en sécurité et protégée lorsque je publie du contenu sur des sujets liés aux violences de genre et au féminisme et, de ce fait, je fais attention au type de sujets et de contenus que je publie... D'abord, je réfléchis à la manière dont les gens vont réagir ».**
>
> **Jeune femme de 18 ans, en Équateur**

Du fait qu'elles craignent pour leur sécurité physique, de leur stress émotionnel, de leur anxiété, de l'amenuisement de leur confiance en soi et de leur peur de prendre la parole et d'exprimer ce qu'elles pensent et ressentent, les filles paient le prix fort pour le « droit » à la liberté d'expression d'autres personnes, principalement des hommes. Elles se retrouvent généralement seules pour faire face à un niveau de harcèlement incessant que nombre d'entre nous ne supporteraient pas.



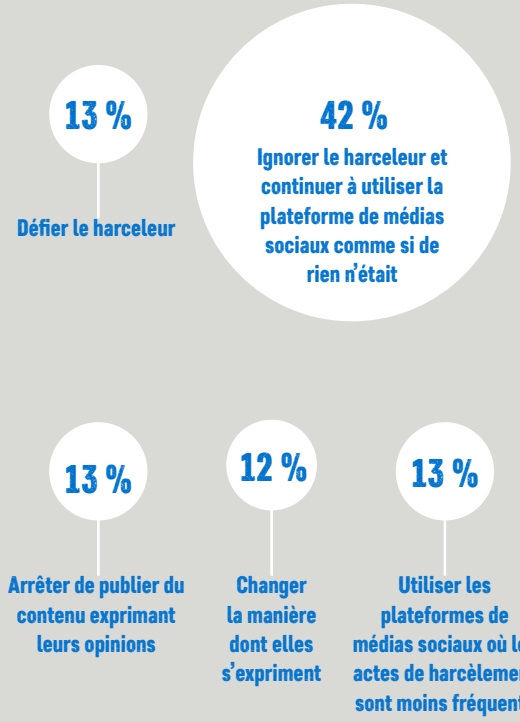
Savoir y faire face

« Nous prenions des photos d'écran, du coup, nous avons des archives du contenu haineux que nous recevions. Mais maintenant, nous nous contentons de le supprimer ; nous en rions un peu, parce que franchement, la plupart des commentaires sont même insensés. Ce ne sont que des propos haineux lancés au hasard ».

Jeune femme de 22 ans, au Chili

Ainsi que nous l'avons observé, les filles éprouvent de grandes difficultés au départ, mais elles font preuve de détermination et développent peu à peu des stratégies d'adaptation – à la fois comportementale et technologique – pour gérer le harcèlement auquel elles peuvent s'attendre. La majorité choisissent d'ignorer le harceleur et de poursuivre comme si de rien n'était.

POURCENTAGE DE FILLES ET DE JEUNES FEMMES QUI RECOURENT À DES SOLUTIONS COMPORTEMENTALES



Certaines des personnes interrogées ont été très directes lorsqu'elles ont riposté face au harceleur, avec un certain succès :

« Alors, il fallait que j'agisse et que je retrouve ce type, et j'y suis allée avec une femme et j'ai demandé, "Qu'est-ce que vous avez fait ? Qu'est-ce que vous avez fait à cette femme sur les médias sociaux ?"... J'ai exigé qu'il présente ses excuses à cette femme et qu'il le fasse aussi sur Facebook… je lui ai dit, "si vous ne le faites pas, je vous poursuivrai, parce que c'est un crime". Bien que dans mon pays ce ne soit pas du tout considéré comme un crime... Mais le type a accepté et a dit, "OK, d'accord. Je suis désolé de ce qui s'est passé. Je vais présenter mes excuses à cette fille". … Il s'est excusé devant moi et ensuite, il est allé sur les médias sociaux et s'est excusé… je lui ai demandé, "si c'était votre sœur ou votre mère, eh bien, comment vous sentiriez-vous ?" ».

Jeune femme de 23 ans, au Soudan du Sud

Dans l'ensemble, les constatations laissaient penser qu'une confrontation directe des harceleurs n'était pas une solution très efficace ni durable :

« Au début, bien sûr, on est très en colère, et quand j'ai commencé à me faire harceler, je répondais à tous les actes. Et j'appelai mes amies pour les rallier à moi... et attaquer le harceleur. Mais ensuite, on apprend simplement à ignorer le harcèlement, parce que ça ne les arrête jamais, cela ne fait qu'empirer ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

L'analyse quantitative réalisée dans le cadre de l'étude confirme la constatation selon laquelle les filles pourraient affronter le harceleur quand elles commencent à utiliser les médias sociaux, mais qu'elles arrêtent ensuite parce qu'elles se rendent compte que cela ne sert à rien : 20 % des filles de 15 ans ont indiqué qu'elles affrontaient le harceleur, contre seulement 12 % des jeunes femmes de 23 ans. Il apparaît également que, même si le sentiment initial de gêne ou de honte qu'une fille peut ressentir risque de l'empêcher de se confier à sa famille ou à des amies au sujet du harcèlement qu'elle subit, elle finit par réaliser qu'il est important d'en parler et de demander de l'aide :

« Oui, à l'époque, j'avais vraiment peur et je me sentais aussi gênée et un peu honteuse. C'est ce que je ressentais, et c'est pour cette raison que je le cachais, que je n'en parlais à personne. Mais maintenant, il faut en parler et, vous voyez, il faut que vos amies proches, au moins votre famille, en soient informées. Parce que s'il se passe quelque chose de grave, alors ce sont les seuls qui vous aideront. Mais si personne ne le sait, personne ne peut vous aider ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

Bien que 42 % des filles et des jeunes femmes aient déclaré qu'elles ont tenté d'ignorer le harcèlement et de faire comme si de rien n'était, il est difficile de le faire systématiquement. Dans de nombreux cas, le harcèlement contraint les filles à faire attention aux opinions qu'elles expriment ainsi qu'à leurs informations personnelles. Une adolescente a également évoqué le sentiment de devoir se conformer et éviter de se démarquer, car cela peut vous rendre vulnérable :

« Mes amies dont on critique l'apparence physique sont devenues plus déterminées à se transformer, simplement pour faire plaisir aux autres et pour se conformer aux normes de la société ».

Fille de 17 ans, aux Philippines

« Je suis une personne très réservée sur les médias sociaux et je fais très attention au contenu que je publie ou que je partage... Parfois, nous devons avoir une opinion équilibrée... Je ne suis pas très extrême dans ce que je dis. Je ne veux faire de mal à personne à travers mes publications... Et aussi, quand on exprime ses opinions, il faut faire passer le message que l'on veut de manière civilisée ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

Tout le monde n'adopte pas cette stratégie et la jeune femme citée ci-dessus a également parlé avec admiration d'une amie qui a agi différemment :

« Elle dit, "c'est vraiment déprimant... J'en ai trop marre, je ne veux plus le faire, je n'ai même pas la liberté de faire part de mes opinions sur mon propre compte". … mais ensuite, elle continue de la faire… elle fait exactement ce qu'elle pense être juste. Et maintenant, je pense qu'elle ne s'en soucie même plus... Elle ne change pas tout, comme les paramètres de confidentialité ou quoi que ce soit, elle publie simplement ce qui lui chante en public ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

Elle a ajouté que ce n'était pas à son amie de changer. Elle devrait avoir le droit de conserver son identité : « **Je veux simplement que la communauté et les gens puissent mieux comprendre notre situation** ». Cette idée selon laquelle ce ne sont pas les filles qui doivent changer, mais le monde qui les entoure, est relayée par une autre participante :

« Donc, je continuais à publier beaucoup de photos concernant… les droits des filles, les droits des femmes sur les médias sociaux. Que cela vous plaise ou non, c'est ce que je vais faire... Et c'est ce que j'ai fait tout ce temps, et je ne change rien, et maintenant, ils s'y habituent ».

Jeune femme de 23 ans, au Soudan du Sud

Nombre des jeunes militantes interrogées luttent pour une cause et c'est ce qui motive et détermine leur comportement :

« J'ai décidé que cela ne m'empêchera pas de partager du contenu sur des sujets qui sont importants pour moi… je ne vais pas changer de comportement à cause de ça... J'y crois très fort. C'est quelque chose qui me tient vraiment à cœur. Par exemple les droits et les droits humains en général. Et comme je vous le dis, je ne pense pas que je devrais changer mon comportement ni ma façon de penser, ce en quoi je crois, à cause de la haine... Je ne changerai pas ce que je fais à cause de ces personnes ».

Jeune femme de 22 ans, au Chili

Gros plan

Clauvid Daly a été élue Miss République dominicaine en 2019 et finaliste du concours Miss Univers la même année. Suivie par un public nombreux sur les médias sociaux, elle est une jeune militante qui se bat contre la discrimination et les abus, tant en matière de genre que de race. Ici, elle parle de son expérience du harcèlement en ligne.

« Parlez à quelqu'un en qui vous avez confiance... »

En tant que personnalité publique, il n'est pas surprenant de se retrouver exposée à tous les types d'actes de harcèlement et des problèmes se présentent quand on transcende les limites, et on reçoit des menaces de mort et des propositions indécentes. Cela dit, il n'est pas nécessaire d'être sous les projecteurs pour se faire harceler. Cela arrive à tout le monde sur les réseaux sociaux. Pour moi, le harcèlement et la violence se sont intensifiés quand j'ai représenté mon pays à des concours internationaux. Les commentaires négatifs et racistes et les menaces de mort ont eu un impact sur ma santé émotionnelle et, quand c'est devenu insoutenable, j'ai demandé l'aide de mes parents et j'ai démarré un traitement.

Il faut que les gens comprennent l'impact qu'ils peuvent avoir et la douleur qu'ils peuvent infliger : reconnaître que les réseaux sociaux sont une arme et que c'est nous qui décidons comment les utiliser – pour construire ou pour détruire. Un commentaire à lui seul peut changer la vie d'une jeune femme qui commence à peine de découvrir son corps, le monde et ses aspirations.

Tous les sites de réseaux sociaux pourraient faire plus : ils doivent sanctionner les comptes quand des utilisateurs adoptent des comportements inappropriés. Cela pourrait consister à bloquer le compte sur une période limitée ou à interdire définitivement l'accès au réseau. Ça dépend de la gravité du délit et, dans les cas extrêmes, la sanction devrait être prononcée par la justice. Les entreprises des médias sociaux doivent également participer à la diffusion d'informations et à des initiatives de sensibilisation auprès des jeunes femmes concernant les précautions à prendre sur les réseaux sociaux, et elles doivent faire comprendre aux gens à quel point leurs commentaires peuvent être blessants – derrière chaque téléphone se trouve une personne réelle qui peut être affectée. Il faut aussi que les gens comprennent que tout ce qui est publié restera à jamais sur Internet, même si leur compte est privé.

J'ai entendu parler de cas où la victime était tellement à bout qu'elle s'est suicidée. Bien que des personnes en ligne en soient responsables, elles n'ont pas été inculpées ni tenues responsables de leurs actes. Mais parfois elles sont poursuivies, par exemple, dans l'affaire récente où un homme qui avait harcelé des mineures en ligne a été arrêté, car les parents des victimes et les filles ont porté plainte. Il aura toutefois fallu procéder à de nombreuses dépositions et recueillir beaucoup de preuves avant que l'affaire ne soit prise en charge de façon appropriée. C'est tout simplement inacceptable.

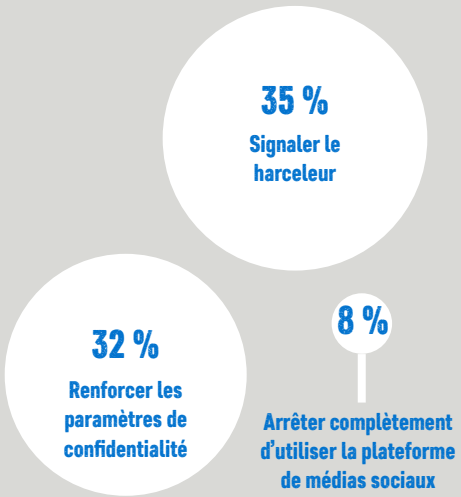
La communication et le soutien mutuels sont essentiels. Si vous voyez une personne qui se comporte mal, dénoncez-la.

Pour finir, nous devons avant tout apprendre aux utilisateurs – ici les filles et les jeunes femmes – à ne pas prendre les choses personnellement. Il faut savoir que les gens sur les réseaux sociaux parleront toujours de tout et n'importe quoi et sur quels sites il est plus sûr de surfer. Suivez des personnes qui contribuent à votre épanouissement, qui vous inspirent, et évitez celles qui peuvent faire du mal. Il est plus important de préserver votre santé émotionnelle et mentale que de savoir ce que les gens disent sur vous. Évitez de parler à des utilisateurs inconnus, car on ne peut pas connaître leurs intentions. Le fait que la plateforme soit virtuelle n'apporte aucun avantage : **si vous vous faites harceler, supprimez l'application, tout simplement, prenez votre temps et parlez à quelqu'un en qui vous avez confiance.**

Bloquer et signaler, et renforcer les paramètres de confidentialité

Plutôt que de modifier leur propre comportement, beaucoup de filles et de jeunes femmes recourent à la technologie pour tenter de lutter contre le harcèlement qu'elles subissent, avec des résultats toutefois variés.

POURCENTAGE DE FILLES ET DE JEUNES FEMMES QUI RECOURENT À DES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES



Malheureusement, bien que les signalements et les blocages soient les deux solutions les plus utilisées pour tenter de lutter contre le harcèlement, elles se sont avérées inefficaces. On peut bloquer un compte, mais le harceleur continue de créer de nouveaux comptes sur différentes plateformes de réseaux sociaux :

> **« Je le bloquais, mais il créait plus de profils et continuait à m'envoyer des photos de moi ».**
>
> **Fille de 17 ans, en Équateur**

> **« Le système de signalement n'est pas efficace, car on signale le compte, il reste inactif pendant quelques jours, puis on voit la personne qui revient ».**
>
> **Jeune femme de 20 ans, au Soudan**

Il faut qu'une multitude de personnes signalent un compte avant que des mesures ne soient prises, ce qui rend la procédure presque totalement inutile en matière de sauvegarde pour la plupart des adolescentes, car celles-ci ne bénéficient pas nécessairement de l'appui d'un grand nombre de personnes ou elles pourraient faire l'objet de harcèlement en privé. Ainsi que l'a fait remarquer une jeune femme du Chili, le système actuel est hypocrite : si l'on signale quelque chose, par exemple un acte de harcèlement sexuel, rien ne se passe, alors que si une fille publie du contenu montrant un bout de sein, « **elle est bannie à vie** ».

Un grand nombre de filles et de jeunes femmes indiquent qu'elles doivent se donner beaucoup de peine pour assurer leur protection en ligne :

> **« Faire le ménage. Apprendre comment se débarrasser de certaines personnes. Le processus a été très éprouvant sur le plan émotionnel, parce qu'elles sont liées à des relations proches. C'est difficile de rompre les liens ».**
>
> **Jeune femme de 24 ans, au Pérou**

> **« Oh oui… je ne me sens pas en sécurité parfois, et c'est pour cette raison que je contrôle mon compte sur Instagram, je le passe en revue une fois tous les trois mois pour vérifier si beaucoup de types qui me suivent. Je les bloque toujours. Et aussi je contrôle mes comptes pour voir combien de personnes partagent mes photos, oui ».**
>
> **Jeune femme de 19 ans, en Indonésie**

> **« Eh bien, il faut contrôler les paramètres de confidentialité. Pour ne pas publier mon nom complet, mon adresse, le lieu où j'étudie, mon travail. Garder également le contact avec les personnes qui sont mes amis. Ne pas rendre publiques mes photos personnelles. Ne pas accepter n'importe qui. Évaluer le profil des demandes qui me sont soumises, c'est le protocole de sécurité que j'applique ».**
>
> **Fille de 16 ans, au Salvador**

Les filles doivent apprendre elles-mêmes comment préserver leur sécurité et, souvent, c'est un incident de harcèlement qui les amène à réfléchir à la sécurité en ligne :

« Depuis cette année-là, j'ai commencé à comprendre comment renforcer mes paramètres de sécurité pour empêcher que cela ne se reproduise à l'avenir. Alors oui, j'utilisais Facebook depuis un an déjà quand j'ai commencé à le faire, je ne me s'y pas mise dès le départ ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

« Je veux dire, cela m'a véritablement fait prendre conscience de ce que je publie sur les médias sociaux et de ce que je dis... Je me souviens que je m'assurais que tous mes comptes étaient privés ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

Dans toutes les évocations de la manière dont les filles et les jeunes femmes gèrent le harcèlement, que ce soit au travers de leur comportement ou des modalités de gestion de la technologie, une chose est claire : elles s'en sortent principalement seules :

« Je n'ai personne pour prendre ma défense... C'est un jeu solitaire, oui, des jeux en solo ».

Jeune femme de 23 ans, au Malawi

Sources de force

« Je n'arrive pas à imaginer que cela puisse arriver à des filles qui ne bénéficient pas d'un système d'appui solide comme moi. Parce que même par exemple ma mère, mes amies et mon organisation d'amis me parlent et n'arrêtent pas de me dire que je vaux plus que ça, que j'ai du pouvoir, que je peux y faire face parce qu'ils sont à mes côtés... Surtout ma mère, car elle me soutient beaucoup ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

Les filles et les jeunes femmes qui ont participé à l'étude font preuve d'une résilience remarquable. Elles continuent, souvent motivées par leur passion pour une cause, mais également par la détermination ferme à ne pas se laisser faire. Les plateformes de médias sociaux font partie intégrante du quotidien et elles ont le droit d'y être et d'être elles-mêmes :

« Je ne veux pas changer ma façon d'être. C'est moi. Si ça ne plaît pas aux gens... Je pense que le plus important pour tout le monde est d'être sensibilisé à l'égalité de genre, et c'est pour cette raison que je n'arrêterai jamais de militer en ligne et en public ».

Jeune femme de 19 ans, en Indonésie

Il est ressorti des discussions que très peu de filles et de jeunes femmes adoptaient consciemment des stratégies visant à prendre de soin de soi pour pouvoir faire face au harcèlement incessant qu'elles sont nombreuses à subir – en dehors d'une certaine conscience du fait qu'une coupure des médias sociaux permet de leur éviter de se sentir dépassées. Un grand nombre s'appuyaient sur leur famille et leurs amis ainsi que sur d'autres utilisateurs des médias sociaux.

« Ou des amis qui vous soutiennent réellement et, même s'ils ne comprennent pas exactement ce que je fais, qui souhaitent vraiment que je puisse le faire. Et donc, c'est vraiment ce qui m'encourage à poursuivre ».

Fille de 17 ans, au Canada

« Environ deux ou trois personnes du mouvement féministe vers lesquelles je me tourne à chaque fois. Je leur écris et je leur dis ce qui se passe ».

Jeune femme de 24 ans, au Pérou

Pour beaucoup, la détermination à poursuivre vient du travail qu'elles réalisent en ligne et du soutien qu'elles reçoivent de leurs abonnés :

« Évidemment, parfois je pense que c'est fatiguant et je n'ai pas envie de vérifier, pourquoi tant de haine, vous voyez ce que je veux dire ? Mais en même temps... nous recevons beaucoup de témoignages de bienveillance de la part des gens auxquels notre travail apporte une aide. Alors, quand on reçoit ce type de message, on sait que le jeu en valait la chandelle ».

Jeune femme de 22 ans, au Chili

« Je ne pense pas que la positivité dépasse toujours la négativité... Et toutes les personnes qui envoient des messages sur ce qui leur est arrivé sont si reconnaissantes et apprécient véritablement le fait de pouvoir en parler... Je pense que chacune des personnes qui ont envoyé des messages a eu le sentiment que cela avait transformé sa vie, qu'elle a la possibilité d'en parler. Alors cela me donne beaucoup d'énergie pour continuer... J'ai toujours l'impression que cela me redonne du pouvoir, donc c'est un sentiment génial ».

Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis

C'est un sentiment d'appartenance commune qui, sous différentes formes, aide les filles à s'en sortir. Certaines ont indiqué qu'elles pouvaient bénéficier de l'appui d'organisations spécifiques, mais qu'elles étaient véritablement déterminées à poursuivre leurs publications – parfois au prix fort en termes de bien-être émotionnel et mental.

Le harcèlement en ligne a une influence profonde sur les filles et les jeunes femmes. La majorité subissent une multitude d'incidences négatives sur leur vie, depuis la perte de leur estime de soi jusqu'au stress mental ou émotionnel ou des difficultés avec leur famille et leurs amis. Le harcèlement en ligne contraint également les filles à adapter l'utilisation qu'elles font des médias sociaux et les amène à exercer sans répit une vigilance de tous les instants.

Leur capacité à naviguer sur Internet avec ses nombreuses autoroutes et plateformes est limitée, sensiblement de la même manière que dans la rue, dans le bus et dans les parcs de nos villes. En ligne comme hors ligne, le sexisme et une attention négative incessante sont omniprésents : les filles et les jeunes femmes sont rarement libres d'être simplement elles-mêmes.

5. PARCE QUE TU ES UNE FILLE : LE HARCÈLEMENT, DEPUIS LES RUES JUSQU'AUX MÉDIAS SOCIAUX

« Je pense que ce sont des comportements similaires, et les motivations le sont aussi, parce que, selon moi, le harcèlement de rue et le harcèlement en ligne reposent sur le pouvoir et l'exercice du pouvoir à l'égard d'une personne en faisant des commentaires inappropriés... Je pense que tout cela fait partie de la condition des jeunes femmes ».

Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis

Dans l'une des questions posées lors de l'enquête, il était demandé aux filles et aux jeunes femmes de comparer le harcèlement en ligne et le harcèlement de rue. Bien que 50 % des participantes aient indiqué avoir subi davantage de harcèlement en ligne que dans la rue, contre 19 % qui ont déclaré l'inverse, les personnes interrogées ont établi des parallèles entre les deux expériences et estimaient que les limites entre les deux s'entrecoupaient souvent :

« Je pense que c'est pareil. Que ce soit en ligne ou en public, c'est pareil, parce que cela reste du harcèlement sexuel ».

Jeune femme de 19 ans, en Indonésie

« Je pense que dans les deux situations, les filles et les jeunes femmes tentent principalement de vivre leur vie, peut-être d'aller à l'épicerie, à l'école, de publier quelque chose sur Instagram… c'est un peu comme quelque chose qui surgit de nulle part et c'est frustrant de voir à quel point cela a du pouvoir sur la façon dont nous menons notre vie, car cela rappelle que ça pourrait arriver à tout moment, que l'on soit sur les médias sociaux ou dans la rue ».

Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis

Et comme l'a fait remarquer une jeune femme du Chili, le harcèlement de rue et le harcèlement en ligne sont **« éprouvants, ça peut faire très peur »**.

Certaines jeunes femmes avaient l'impression que tout ce qui peut se passer sur les médias sociaux y perdurera à jamais et cela ne fait qu'empirer le harcèlement en ligne :

« Le contenu sur les médias sociaux dure plus longtemps, donc c'est quelque chose qui vous hante, presque toute votre vie. Même si on essaye de changer, les gens peuvent garder du contenu contre vous… et si par la suite, ils veulent le republier, ils le feront ».

Jeune femme de 24 ans, en Tanzanie

« Cela dit, en ce qui concerne le harcèlement en ligne, le phénomène dans son ensemble ne fait que s'empirer, et il est difficile de le contrôler, c'est dur à supporter. Une fois qu'il se propage, il est omniprésent, et tout le monde peut le voir et, en fait, ils peuvent peut-être en rire, ils finissent par vous scruter... Je pense que, psychologiquement, émotionnellement, c'est vraiment affligeant, et l'impact est plus déstabilisant que dans la vie réelle ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

Toutes les participantes n'étaient pas de cet avis :

« Mais quand quelqu'un essaye de me toucher, je me sens encore plus mal, parce que c'est physique, vous voyez ce que je veux dire ? ».

Jeune femme de 23 ans, au Malawi

La réponse à la question « où vous sentez-vous en sécurité ? » pourrait tout simplement être « nulle part ».

« Je ne me sens en sécurité dans aucun de ces deux espaces. Le harcèlement en ligne comporte bien plus d'informations ; quand on marche dans la rue, les ouvriers vous sifflent, ils crient, mais vous ne faites que passer. En ligne, le harceleur peut continuer à vous voir, il a encore des informations sur vous, votre famille, vos mentions "j'aime". Le harceleur en ligne a bien plus d'informations ».

Fille de 17 ans, en Équateur

« Mais pour moi, les gens en ligne, du moins dans une certaine mesure, si je ne veux pas regarder leur commentaire ou si je ne veux pas regarder leur message, je peux les bloquer, au moins pour un moment. De toute évidence, l'impact mental dépend en fin de compte de la gravité, c'est toujours là. Mais selon moi, je pense, d'après mon expérience, je vois la différence, car je ne peux pas échapper au harcèlement physique, mais en ligne, je peux ».

Fille de 17 ans, au Canada

L'une des caractéristiques distinctives du harcèlement en ligne est le sentiment d'impunité que ressentent les auteurs de ces actes. Le harcèlement peut être visible aux yeux de tous, mais eux peuvent garder l'anonymat : ils perdent toute l'inhibition qu'ils pourraient avoir. Les voies de recours sont limitées, et ils ont peu de risques de se faire attraper, et encore moins d'être pénalisés.

« Les réseaux facilitent l'anonymat. Si quelqu'un vous harcèle ou vous attaque sur des réseaux, très souvent, vous ne savez même pas qui dénoncer ».

Jeune femme de 23 ans, en Espagne

La police et le système juridique offrent un soutien limité, et les procédures des organisations de médias sociaux et des autorités en général sont largement inefficaces. Comme nous l'avons vu, les filles et les jeunes femmes doivent se protéger seules en ligne – alors que le harcèlement sexuel dans la rue serait considéré comme un acte criminel visible et aurait plus de chances de faire l'objet de poursuites.

« Je suis sûre que, dans la vie réelle, les harceleurs ont au moins un peu plus peur ou sont plus prudents dans ce qu'ils infligent à leurs victimes. Mais ils ont l'impression qu'il n'y a pas de limites à ce qu'ils peuvent dire ou faire sur les médias sociaux, parce qu'ils savent qu'ils sont derrière un écran et que l'on ne peut rien leur faire ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

« Dans la rue, il y a des mesures que vous pouvez prendre – chercher quelqu'un pour vous aider, courir, crier, il y a des affiches qui disent que le harcèlement est une forme de violence, les gens comprennent que c'est un crime... mais pas sur les réseaux sociaux, c'est invisible, pour les gens, ce n'est pas de la violence, juste un commentaire ».

Jeune femme de 24 ans, au Pérou

6. INSTAURER LE CHANGEMENT

Il est très clair qu'actuellement, très peu est fait pour protéger les filles et les jeunes femmes en ligne. Le traitement qu'on leur inflige est inacceptable et effrayant, et il faut que cela cesse. Quelqu'un doit assumer la responsabilité, et la vaste majorité des filles l'imputent aux entreprises des médias sociaux et aux gouvernements.

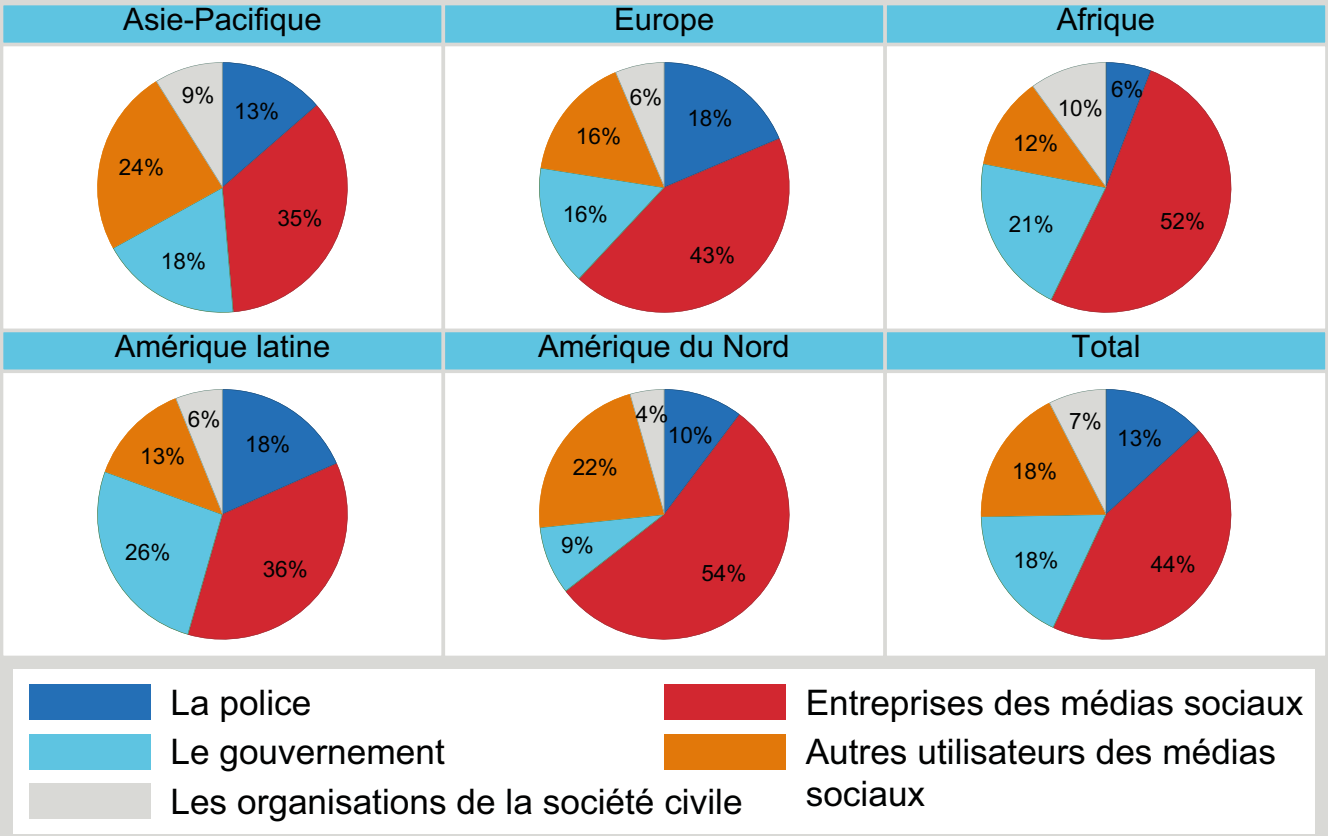
Dans le cadre de l'enquête dans 22 pays, il a été demandé aux filles qui – entre la police, les entreprises des médias sociaux, les gouvernements, les autres utilisateurs des médias sociaux ou les organisations de la société civile – devrait faire plus pour lutter contre le harcèlement en ligne. Les entreprises des médias sociaux étaient au sommet de la liste, suivies des gouvernements.

Les discussions sur ce qui pourrait et devrait être fait portaient largement sur les sujets suivants :

- **l'éducation et la sensibilisation**
- **l'autonomisation des filles et des jeunes femmes**
- **la lutte contre la manière dont les filles et les femmes sont présentées**
- **un changement des normes sexospécifiques qui envahissent la société**
- **l'établissement et l'application de lois**
- **la mise à profit de la technologie.**

ACTEURS QUI DEVRAIENT CONTRIBUER À LUTTER CONTRE LE HARCÈLEMENT EN LIGNE INFLIGÉ AUX FILLES ET AUX JEUNES FEMMES

selon les filles et les jeunes femmes



Graphiques par région

Sensibilisation au problème

➜ La plus haute priorité était d'éduquer les harceleurs et de tenter de créer un environnement en ligne plus sûr et plus libre :

« Plus de sensibilisation pour tous, les filles elles-mêmes et les gens qui harcèlent généralement les filles. Les garçons doivent être informés sur ce qu'ils devraient faire en ligne et il faut sensibiliser davantage les filles aux réponses qu'elles devraient donner et à ce qu'elles devraient faire ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

« Je pense que nous devons échanger davantage au sujet de ce que sont le harcèlement sexuel, le harcèlement en ligne et leurs incidences ».

Fille de 17 ans, en Indonésie

« Éduquez les gens sur les risques qui existent sur l'Internet et sur les mécanismes de plainte pour harcèlement ».

Jeune femme de 18 ans, en Équateur

Une fille de 16 ans a déclaré que les parents, les médias et les enseignants doivent également s'éduquer : « ils ne disposent pas de ces informations » et les jeunes ont besoin de leur aide. Une autre jeune femme rejoignait cet avis, indiquant que les parents devaient assumer une plus grande responsabilité pour protéger les jeunes contre les abus sexuels en ligne et enseigner à leurs enfants comment se protéger :

« Quand j'ai créé mon compte sur Facebook, ma famille, mes parents ne connaissaient pas non plus Facebook à l'époque, et ils ne connaissent pas les paramètres de confidentialité autant que moi, car les amis de mes parents ne sont pas plus éduqués. Donc, je présume que les parents ont un grand rôle à jouer pour nous sauver des médias sociaux ».

Jeune femme de 18 ans, au Népal

La conduite de campagnes publiques, l'éducation dans les écoles, par les médias et les ONG, étaient également considérées comme la marche à suivre :

« La conduite de campagnes et l'éducation du public et, en fait, la sensibilisation à nos droits et nos responsabilités dans l'utilisation des médias sociaux en toute sécurité... Alors, je pense, surtout pour les jeunes, l'éducation entre pairs ou peut-être de la part de certaines des organisations fortes ou grandes à la tête de telles campagnes et diffusant un contenu éducatif, sur les médias sociaux, dans l'actualité et sur d'autres plateformes... Les filles n'ont pas d'informations réellement suffisantes quand elles commencent à utiliser les médias sociaux, c'est pour cette raison que nous devons d'abord les éduquer ».

Jeune femme de 21 ans, au Myanmar

➜ **Autonomisation :** Les filles ont également fait un travail d'introspection pour comprendre comment réduire les répercussions que le harcèlement a sur elles. Souvent, comme nous l'avons vu, elles essayent de changer leurs propres comportements et attitudes plutôt que de cibler les auteurs d'actes harcèlement :

« Je pense qu'un renforcement substantiel des filles est important : pour accroître leur estime de soi, afin d'éviter que les commentaires ou les messages, quels qu'ils soient, ne les blessent, ne les affectent directement, et qu'elles n'y soient pas aussi sensibles ».

Fille de 16 ans, au Salvador

➜ **Le monde qui les entoure :** Les participantes ont également souligné le rôle des médias dans la perpétuation des stéréotypes néfastes :

« Le pire est que tant de médias continuent de nous montrer comme des objets, comme si nous n'avions pas la capacité d'être des leaders, ou comme des personnes faibles. Et c'est pour cette raison qu'autant de personnes nous considèrent simplement comme, comme des objets également. Et je pense que les médias ont réellement un rôle majeur à jouer dans ce cadre... Les médias doivent changer la perception qu'ils ont des filles. La façon dont ils voient les femmes ».

Jeune femme de 19 ans, en Indonésie

La société dans laquelle nous vivons

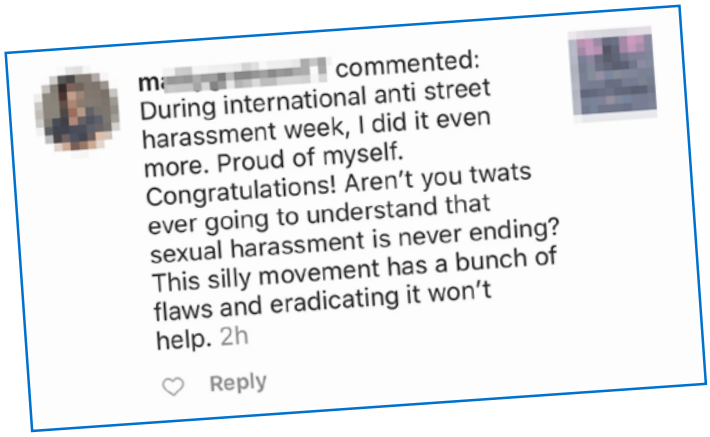
➜ **Et les attitudes sexistes de la société à l'égard des femmes et des filles** ont été évoquées comme contribuant au harcèlement en ligne :

« Il faut beaucoup de courage pour aller publier quelque chose, notamment venant d'un pays d'Afrique... J'ai le sentiment que, dans les pays d'Afrique, les femmes sont simplement considérées comme des personnes qui doivent toujours rester en retrait... Et pour cette raison, chaque fois que l'on fait quelque chose de mieux qu'un homme dans la société, les gens pensent qu'ils peuvent vous insulter, parce qu'ils ne veulent pas que l'on soit dans cette position, à un niveau supérieur au leur ».

Jeune femme de 23 ans, au Malawi

« En tant que société, nous pourrions créer un bien commun, protéger les filles sur les réseaux sociaux, parce que je ne suis pas la seule. Il y a pire, comme diffuser les photos de filles. Nous devons créer des campagnes visant à empêcher la diffusion de ces photos... Dans mon école, sur les ordinateurs, il y a des photos d'une fille... Elle n'est pas sortie à la récré, elle est restée aux toilettes, puis nous n'avons plus entendu parler d'elle. Cela n'arriverait pas à un homme ».

Fille de 17 ans, en Équateur



Le droit et gouvernements

➜ **Gouvernement :** Plusieurs participantes ont évoqué le droit et l'État pour fournir une forme de protection et pour reconnaître la gravité du harcèlement qu'elles subissent :

« Je pense qu'il faut adopter une loi dans mon pays qui les punit, les soumet à des règles... Parce que beaucoup de filles et de femmes souffrent ».

Jeune femme de 23 ans, au Soudan du Sud

« Encouragez les gouvernements à élaborer des politiques qui protègent plus les gens en ligne, car même s'il en existe, elles ne sont pas appliquées. Je ne sais pas si c'est possible de travailler avec les pays pour renforcer la sécurité des filles. Pas seulement des filles, en fait, mais de tout le monde ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

Mise à profit de la technologie

➜ Enfin, des **solutions technologiques** étaient proposées dans près de la moitié des réponses. Et dans ce cadre, la balle est clairement dans le camp des entreprises des médias sociaux. Les participantes ont fréquemment souligné l'importance de mécanismes de signalement efficaces et d'informations sur la manière d'utiliser ces mécanismes, en se tournant vers des organisations externes et les plateformes elles-mêmes, en faveur de la justice :

« Apprenez-leur à soumettre des signalements ou à demander de l'aide, et présentez-leur les personnes ou les institutions qui peuvent les assister ».

Fille de 17 ans, aux Philippines

« … sensibilisez davantage les filles à ce que, la manière dont elles devraient répondre et ce qu'elles devraient faire et tout ».

Jeune femme de 20 ans, au Soudan

Une jeune femme a indiqué qu'elle pensait que Facebook proposait une option de signalement, mais que peu de personnes savaient comment l'utiliser.

Il est inacceptable de laisser les filles et les jeunes femmes se débrouiller seules, et les plateformes des médias sociaux pourraient être bien plus proactives dans leur approche à l'élimination du harcèlement en ligne. Pour y parvenir, elles doivent mettre à profit leurs compétences en vue de surveiller le contenu de plus près, tenir les auteurs de harcèlement en ligne fondé sur le genre responsables de leurs actes et recueillir et publier des données désagrégées selon le genre et l'âge, y compris des informations au sujet de l'impact du harcèlement sur les filles avec des identités qui se recoupent. De plus, il est essentiel que les plateformes des médias sociaux fournissent une éducation à la citoyenneté numérique et mettent en place des mécanismes de signalement sûrs et visibles :

« Un groupe fermé sur Facebook, sur un site Internet ou sur WhatsApp, une plateforme où les militants peuvent signaler le harcèlement et bénéficier d'un appui… Des formations sur ces questions, la mise à disposition d'un manuel de contrôle, les procédures de signalement, etc. Pour être davantage assuré que, face au harcèlement sur les réseaux, des personnes sont favorables à leur dénonciation ».

Jeune femme de 24 ans, au Pérou

À travers leurs commentaires, on perçoit un sentiment selon lequel les entreprises des médias sociaux ne cherchent pas réellement empêcher le harcèlement :

« Je pense que le problème dans la surveillance des commentaires est, "Oh, nous sommes très prudents, nous surveillons X, Y et Z", mais ils ne le font jamais réellement… En cas de signalement, ce devraient être des personnes qui en assurent un examen effectif, plutôt qu'un robot logiciel… Parce qu'un robot logiciel ne peut pas identifier des attaques personnelles ».

Fille de 17 ans, au Canada

Dans l'ensemble, la réduction du harcèlement en ligne fondé sur le genre mérite une bien plus grande attention de la part des propriétaires de plateformes. Une jeune femme a fait remarquer que les filles et les jeunes femmes qui se plaignent du traitement qu'elles subissent sont souvent les cibles d'un harcèlement accru et c'est un aspect sur lequel les entreprises des médias sociaux pourraient se focaliser – si elles en avaient la volonté.

« Je pense qu'il faudrait se focaliser en particulier sur les comptes dont l'objectif est de sensibiliser le public à un sujet qui peut être tabou ou difficile, comme le harcèlement sexuel... Dans l'ensemble de mon réseau, je vois que les personnes qui sensibilisent le public au harcèlement sexuel sont davantage exposées au harcèlement en ligne. Je pense que des mesures devraient être prises pour examiner en priorité les comptes qui accomplissent un travail important en relatant des expériences de harcèlement sexuel ».

Jeune femme de 23 ans, aux États-Unis

Ces propositions des participantes – le ciblage des entreprises des médias sociaux, du droit, de l'État et de la société civile – sont concrètes et découlent d'expériences amères. Les filles et les jeunes femmes sont disposées à assumer leurs responsabilités personnelles et soulignent souvent le rôle des utilisateurs individuels des médias sociaux, des femmes en général et des militant·e·s en particulier, mais ce sont les principaux intervenants qui doivent véritablement promouvoir la sécurité des filles et des jeunes femmes en ligne. En l'absence de technologies adéquates en place pour prévenir et signaler les actes de harcèlement, de lois pour punir les auteurs de ces crimes et d'informations et initiatives de sensibilisation appropriées, aucune mesure individuelle ni aucune initiative d'autonomisation des filles et des femmes ne suffiront. C'est à la société de changer et ce changement doit être appliqué de manière stricte.

PROGRAMME ET PRATIQUE

1. . « Know That There is Help » (Sachez qu'un appui existe) Projets de sécurité en ligne aux Philippines

Le projet « Cyber Safe Spaces » (Espaces en ligne sûrs) de Plan International aux Philippines se concentre sur les aspects les plus pernicieux du harcèlement et des abus en ligne et adopte une approche multidimensionnelle à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation des enfants en ligne. Le projet vise à habiliter et éduquer les jeunes pour les aider à assurer leur propre sécurité. De plus, il sensibilise les parents, les prestataires de services sociaux, les enseignants et les représentants locaux, et apporte un soutien aux jeunes qui ont été victimes d'abus et d'exploitation sexuels en ligne.

Le projet « Espaces en ligne sûrs » recourt à une méthodologie entre pairs, en formant les jeunes pour en faire des champions et afin qu'ils contribuent à diffuser les connaissances numériques et les informations sur ce que sont les abus et l'exploitation. Ces champions reçoivent des informations sur la sexualité et la santé reproductive, et ils participent à des campagnes sur les médias sociaux.

Jenny, 12 ans, fait partie du groupe de soutien des jeunes de Manille. Elle encourage d'autres jeunes à repérer abus, à les signaler et à comprendre que ce n'est jamais la faute de la victime. Selon elle, ils doivent : « **avoir l'esprit ouvert, choisir de ne pas partager de contenu malveillant sur les médias sociaux et savoir qu'un appui existe** ».

Le projet organise des sessions de sensibilisation à l'Internet destinées aux jeunes, il a réactivé des lignes d'assistance téléphonique et travaille avec les autorités nationales et locales à la formulation de politiques et la mise en œuvre de lois visant à préserver la sécurité des enfants. Des équipes pluridisciplinaires comportant des travailleurs sociaux, des praticiens de santé et des policiers ont été réorganisées et renforcées pour assurer une coordination efficace entre toutes les personnes impliquées dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Des mécanismes de signalement en ligne ont été établis et des protocoles ont été formulés ou mis à jour pour orienter les différents participants – les équipes, les groupes de soutien par les pairs et la communauté – relativement aux procédures sûres de signalement des abus et d'orientation des victimes.

Pour mettre en œuvre ce projet, Plan International Philippines travaille avec un grand nombre de partenaires différents, y compris des écoles, des administrations locales, des sociétés technologiques, des cafés Internet et d'autres groupes militants, et l'institution est parvenue à toucher une multitude de jeunes à risque ainsi que leurs parents et les personnes qui s'occupent d'eux.

La technologie numérique est fondamentale dans le travail de Plan International aux Philippines. Dans le cadre d'un partenariat avec Facebook, la plateforme numérique Tayo propose des modules d'apprentissage accessibles et des ressources pour renforcer les compétences dans un monde numérique, aidant ainsi à façonner la communauté numérique aux Philippines. L'an dernier, en partenariat avec Facebook, Microsoft et l'agence gouvernementale chargée des technologies de communication et d'information, Plan International Philippines a organisé un Sommet des jeunes « Cyber Telenor Youth Summit », lors duquel 500 jeunes ont pu discuter sur Internet en toute sécurité. En avril 2020, le gouvernement des Philippines a adopté une nouvelle loi pénalisant le harcèlement sexuel en ligne et hors ligne, et l'équipe travaille actuellement en étroite collaboration avec le gouvernement en vue de promulguer cette loi. L'étape suivante consiste à s'associer avec la Commission des femmes des Philippines dans le cadre d'une campagne nationale qui portera notamment sur la sécurité des filles en ligne.

L'expérience de mise en œuvre du projet « Espaces en ligne sûrs » et d'autres programmes numériques a montré que la sécurité en ligne n'est pas uniquement une question de technologie. Il s'agit également de changer le comportement des enfants, des adultes et de l'ensemble de la communauté lorsqu'ils utilisent l'Internet. Les solutions technologiques ont leur place, mais les organisations doivent apporter un soutien continu aux initiatives visant à changer les comportements et à pallier les risques auxquels les enfants vulnérables sont exposés dans notre monde connecté. Le changement des comportements est un processus long, et les bailleurs et les donateurs doivent proposer des cycles de financement qui sont plus réalistes et s'étendent sur des périodes plus longues.

2. Partenariat de Plan International dans le Pacifique : un projet d'alphabétisation numérique pour renforcer la sécurité en ligne

Plan International Australie et ChildFund Australia, en partenariat avec le Young and Resilient Research Centre de l'Université de Western Sydney, mènent actuellement des recherches en vue de recenser les difficultés et les opportunités existantes dans l'utilisation de technologies par les enfants aux îles Salomon, aux Kiribati et en Papouasie–Nouvelle-Guinée.

Les conclusions de ces recherches sont utilisées pour orienter l'élaboration d'un projet de sécurité en ligne de deux ans aux îles Salomon, qui a démarré en juillet 2020 et équipera les jeunes, leurs parents et leur communauté avec les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir des approches dirigées par les jeunes et sensibles aux questions de genre relativement à la sécurité en ligne, en respectant et promouvant les droits des enfants et des jeunes. Le projet est cofinancé par Plan International Australie, ChildFund Australia et le Programme de coopération en ligne du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce.

« Personnellement, je pense que ces problèmes posent plus de risques pour les filles, car les jeunes filles sont principalement des cibles pour les hommes et les garçons ».

Fille de 12 ans, aux îles Salomon

Les risques en ligne s'intensifient avec l'expansion de l'accès des enfants à l'Internet, notamment dans les pays à faible revenu dont les ressources et les capacités sont limitées pour lutter contre des problèmes complexes tels que les abus sexuels en ligne et le cyberharcèlement. La sécurité en ligne suscite des préoccupations particulières dans le Pacifique, une région qui a enregistré une expansion rapide des technologies de téléphones mobiles ces dix dernières années. Cette expansion devrait s'accélérer davantage dans le cadre des projets d'infrastructures du gouvernement australien tels que le système de câblage en mer de Corail destiné à relier l'Australie, les îles Salomon et la Papouasie–Nouvelle-Guinée. Avec le déploiement de systèmes d'Internet par câble dans l'ensemble du Pacifique, l'accès à une connectivité numérique abordable et rapide dans la région ouvrira la voie vers des opportunités inégalées pour les enfants de pays tels que les îles Salomon, les Kiribati et la Papouasie–Nouvelle-Guinée, mais cela pourrait également les exposer à de nouveaux risques de préjudices.

« Nous pouvons prévenir les risques, mais si cela dépasse nos capacités en tant qu'enfants, nous ne serons alors pas en mesure de les empêcher ».

Fille de 16 ans, aux Kiribati

Les recherches indiquent clairement que la crainte de préjudices en ligne est bien plus importante chez les filles que pour les garçons, et la solution couramment employée par les parents pour y remédier consiste à bloquer l'accès des filles, car eux-mêmes n'ont pas les connaissances et les compétences requises pour appliquer des mesures de sécurité en ligne. Il est essentiel que tous les membres de la communauté acquièrent ces compétences. Et le projet travaillera aussi bien avec les adultes qu'avec les enfants pour s'assurer que l'accès en ligne, ainsi que les opportunités qu'il offre, est sûr et disponible de manière équitable à tous les jeunes dans toutes leurs diversités.

« Mes parents ne m'autorisent pas à utiliser un téléphone mobile, car c'est trop dangereux ».

Fille de 14 ans, aux îles Salomon

Les principaux objectifs du projet comprennent :

- permettre aux jeunes, au travers de formations d'alphabétisation numérique dirigées par les jeunes, de tirer parti des avantages de l'alphabétisation numérique tout en minimisant les risques ;
- donner aux soutiens de famille les connaissances et les compétences nécessaires pour favoriser la sécurité en ligne dans le cadre d'un programme de formation intergénérationnel ;
- engager les principales entités communautaires dans l'élaboration de normes politiques et procédurales visant à établir des environnements en ligne sûrs pour les jeunes
- faciliter la collaboration des jeunes avec la police, le gouvernement et le programme de sensibilisation Cyber-Safety Pasifika de la police fédérale australienne, pour renforcer la collaboration entre les secteurs en faveur d'environnements en ligne sûrs.

3. Réseau des femmes ougandaises[30] : promotion de l'utilisation des technologies et protection des droits humains

Le réseau des femmes ougandaises (WOUGNET) est une organisation non gouvernementale dont la mission consiste à encourager et soutenir l'utilisation des TIC par les femmes et les organisations de femmes en Ouganda. Bien que notre principal objectif soit de promouvoir l'utilisation des technologies – l'accès à l'Internet et son utilisation par les filles et les femmes –, notre travail vise également à garantir que la loi protège leurs droits humains numériques. Plusieurs études indiquent que la violence en ligne est l'un des obstacles à l'accès à l'Internet et son utilisation par les filles et les femmes et, par conséquent, la lutte contre ces abus constitue une priorité organisationnelle.

En 2018, WOUGNET a effectué des recherches sur la violence à l'égard des femmes dans le cadre des technologies, qui ont orienté notre campagne – menée dans les lycées, les universités et d'autres organisations en Ouganda – de sensibilisation du public à la violence contre les femmes et les filles en ligne. Suite à cette étude, nous avons observé une hausse de la diffusion d'images intimes non consensuelles (IINC), une forme de violence de genre couramment désignée par « vengeance pornographique ». Actuellement, WOUGNET mène une campagne avec le mot-dièse #AskforConsent (Demandez le consentement) pour sensibiliser le public aux IINC et plaider en faveur d'un changement de la loi de 2014 contre la pornographie, afin de modifier le cadre des politiques liées aux IINC en Ouganda.

Par ailleurs, WOUGNET organise également une « campagne médiatique en ligne consacrée aux droits des femmes en Ouganda », financée par Take Back Tech. L'organisation a soumis une proposition liée à la violence domestique dans le contexte de la crise du COVID-19 auprès de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes, qui se focalise sur la violence à l'égard des femmes et des filles en ligne ; a participé à l'étude 2016 de la Web Foundation sur les droits des femmes en ligne ; analyse les politiques liées aux TIC ou à l'Internet pour s'assurer qu'elles intègrent une perspective tenant compte de la dimension du genre ; et rédige de nombreux documents sur la violence en ligne. Lors de la conduite de recherches, nous adoptons une approche de méthodologie d'évaluation du genre pour veiller à ce qu'une perspective axée sur les questions de genre soit intégrée.

WOUGNET a adopté différentes plateformes de médias sociaux pour partager des informations et plaider en faveur des droits des femmes en ligne, et elle est parvenue à ouvrir des centres d'information dans l'est et le nord de l'Ouganda afin que les femmes et les jeunes puissent accéder à des informations pertinentes. Nous menons des formations à la sécurité des TIC et des technologies numériques avec les communautés où nous menons nos activités pour faire en sorte que les jeunes, le segment de la population qui utilise le plus les TIC et qui est le plus exposé aux menaces et au harcèlement en ligne, apprennent comment assurer leur propre protection.

Plan International reconnaît également le travail vital d'un grand nombre d'organisations de défense des droits des femmes et des filles qui travaillent à l'élimination des violences de genre en ligne, dont :

l'Association pour le progrès des communications (APC) – https://www.apc.org/fr ; l'Internet Society – www.internetsociety.org/fr ; Glitch - https://fixtheglitch.org/ ; Luchadoras - https://luchadoras.mx/ ; Pen America - https://pen.org/ ; Internews – https://internews.org/ ; le Lobby européen des femmes – https://womenlobby.org/; Minas Programme – https://minasprogramam.com/ ; African Feminism – https://africanfeminism.com/ ; Digital Society of Africa – www.digitalsociety.africa ; Feminist Internet - https://feministinternet.org/

CONCLUSION

L'étude montre que le harcèlement en ligne survient simplement « parce que je suis une fille ». Les jeunes filles sont davantage ciblées, car elles sont considérées comme plus vulnérables et, souvent, elles sont moins sûres d'elles et moins informées. Les personnes qui sont noires, qui appartiennent à une minorité ethnique ou religieuse, qui souffrent d'un handicap, qui s'identifient en tant que personnes LGBTIQ+ ou qui expriment leurs opinions, notamment sur tout sujet touchant au féminisme ou à l'égalité des droits, subissent des actes de harcèlement d'autant plus virulents. Le harcèlement en ligne est un prolongement, dans un espace différent, de ce qui arrive aux filles et aux jeunes femmes dans de nombreux lieux. L'incapacité de la société à accorder une même valeur aux personnes est à l'origine des actes de harcèlement et de violences de genre chaque fois qu'ils se produisent. Les filles et les jeunes femmes comprennent très bien les liens qui existent entre le harcèlement en ligne et ce qui leur arrive dans la rue, chez elles, à l'école et au travail.

> **« C'est mieux s'il n'y a pas de violence sexuelle en public ou en ligne, parce que je pense que les femmes ont le droit de se sentir libres et de ne pas subir des violences, que ce soit en ligne ou en public ».**
>
> **Jeune femme de 19 ans, en Indonésie**

Elles font preuve d'une résilience remarquable, les causes qu'elles défendent leur tiennent à cœur et elles sont déterminées à ne pas laisser les abus bafouer leur liberté en ligne, en se faisant harceler, rabaisser et menacer pour ce qu'elles sont, pour ce qu'elles portent et pour ce qu'elles disent. Mais parfois, pour certaines filles, c'en est trop.

Dans notre enquête, suite au harcèlement en ligne qu'elles ont subi, une fille sur cinq (19 %) ont déclaré qu'elles limitent leur utilisation des plateformes de médias sociaux ou ont complètement arrêté de les utiliser.

Le harcèlement en ligne n'est pas aussi visible que le harcèlement de rue : souvent, les parents et les personnes qui exercent une autorité ne voient pas et ne comprennent pas ce qui se passe. Il s'agit d'un problème qui n'est pas suffisamment pris au sérieux et que les filles et les jeunes femmes sont seules à affronter. Les abus sur les médias sociaux constituent une atteinte aux droits des filles, ils ont des incidences néfastes sur leur santé mentale et, à moins d'y remédier, l'égalité de genre ne sera jamais plus qu'un rêve lointain. Le monde des médias sociaux n'est pas un espace virtuel distinct où le harcèlement se limite à des mots que l'on peut facilement ignorer. Pour un trop grand nombre de filles et de jeunes femmes, c'est devenu un lieu d'abus et de vulnérabilité effrayante.

Les filles et les jeunes femmes réclament des mesures concrètes de la part des entreprises des médias sociaux, des gouvernements, des organisations de la société civile et des autres utilisateurs des médias sociaux. Elles ont besoin qu'on les écoute. Elles ne constituent pas un groupe homogène et, selon les pays, les sociétés et les espaces en ligne, un grand nombre de stratégies diversifiées sont requises pour leur permettre d'être sur Internet, librement et en toute sécurité.

Au 21e siècle, les médias sociaux font partie intégrante du quotidien et l'accroissement de l'accès en ligne et des espaces numériques offre des opportunités uniques en matière d'engagement, d'interactions et d'informations. Ces espaces doivent être sûrs et accessibles pour tout le monde, mais cette étude souligne clairement qu'ils ne le sont pas. Les harceleurs en ligne, auxquels les gouvernements et les sociétés technologiques n'imposent aucune restriction, font fuir les plus vulnérables, en limitant les droits des filles et, dans de nombreux cas, en les terrifiant.

Les auteurs d'actes de harcèlement en ligne et les plateformes sur lesquels ils les commettent ne devraient pas être au-dessus des lois et compromettre davantage les droits des filles et l'égalité de genre.

À l'heure où nous rédigeons le présent rapport, la lutte contre le racisme à l'égard des noirs bénéficie à juste titre d'une grande visibilité et suscite une attention soutenue aux États-Unis et à l'échelle mondiale. Le mouvement de protection de la vie des noirs nous exhorte toutes et tous à reconnaître et à combattre le racisme systémique et souvent violent dont les noirs font l'objet et qui caractérise les institutions et le comportement d'un grand nombre de sociétés, si ce n'est de toutes.

Tout au long des recherches réalisées dans le cadre de ce rapport, nous avions clairement conscience de la multitude de caractéristiques et d'identités qui se recoupent et qui font des jeunes femmes les cibles d'actes de harcèlement et de violence, tant en ligne que hors ligne. Dans le rapport, les filles et les jeunes femmes s'expriment au sujet des raisons diverses et combinées pour lesquelles elles sont harcelées : outre le fait d'être jeunes et de sexe féminin, les jeunes femmes noires sont chosifiées et calomniées pour leur race.

Selon une jeune femme, « les gens ne veulent pas parler de race », et une autre a évoqué le stéréotype dont elle fait l'objet : « Les femmes afro-péruviennes sont considérées comme extrêmement sexuelles, je ne publie plus beaucoup de photos personnelles ».

Le racisme se manifeste de différentes manières dans différents lieux, mais il est toujours présent et doit être reconnu et contré. Nous sommes solidaires du mouvement Black Lives Matter, des filles et femmes noires manifestantes dans toutes leurs diversités, et des alliés qui se mobilisent et agissent contre la violence et l'injustice raciales. La justice raciale est une composante critique et essentielle de la justice pour les filles : **nous ne pourrons pas réaliser l'égalité pour les filles sans parvenir à l'égalité pour les filles noires.**

RECOMMANDATIONS

Chacune et chacun d'entre nous a un rôle à jouer afin de reconnaître et de combattre le harcèlement et la violence en ligne, quelle que soit leur forme, que subissent toutes les femmes et les jeunes femmes. Les recommandations ci-dessous reposent sur ce que les filles et les jeunes femmes nous ont confié et nous concernent toutes et tous.

LES ENTREPRISES DES MÉDIAS SOCIAUX

Les entreprises des médias sociaux doivent :

- **Créer des mécanismes de signalement plus solides, plus efficaces et plus accessibles,** qui sont spécifiques aux violences de genre perpétrées en ligne, qui tiennent les auteurs des abus responsables de leurs actes, et qui sont adaptées aux besoins et aux expériences de toutes les filles, en prenant en compte les recoupements d'identités (y compris en termes de race et les jeunes LGBTIQ+).
- **Mettre en œuvre** leur responsabilité d'entreprise pour respecter les droits humains, conformément aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme
- **Travailler en collaboration avec** les filles et les jeunes femmes du monde entier, dans toutes leurs diversités, à la création conjointe de solutions politiques et technologiques en vue de combattre et de prévenir les actes de harcèlement et de violence fondés sur le genre sur les plateformes des médias sociaux.
- **Renforcer et améliorer** les mécanismes de modération de contenu pour identifier et éradiquer rapidement les violences de genre, en s'assurant également que ces mécanismes suivent une approche paritaire, proportionnelle et transparente à l'échelle mondiale.
- **Tenir** les auteurs de harcèlement en ligne fondé sur le genre responsables de leurs actes, notamment en les sanctionnant comme il se doit, en conformité avec les autres types de violations de plateformes.
- **Faire preuve de leadership** en créant un environnement en ligne sûr pour les filles et les jeunes femmes dans toutes leurs diversités, en lançant des discussions entre utilisateurs des médias sociaux sur le sujet du harcèlement en ligne fondé sur le genre ; en fournissant des informations fiables sur le sujet afin de sensibiliser davantage le public ; et en proposant une éducation à la citoyenneté numérique pour tous les utilisateurs.
- **Collecter et publier** des données désagrégées selon le genre et selon l'âge, en partenariat avec des entités privées et la société civile, afin d'obtenir des informations utiles sur l'échelle, la portée, l'ampleur et la nature des actes de harcèlement et de violence en ligne contre les femmes et les filles et sur la fracture numérique entre les genres.

« Je pense qu'il faut investir davantage... Parce que l'entreprise n'investit pas suffisamment dans ces questions, et je pense qu'elle devrait investir plus d'argent dans du personnel chargé de contrôler activement les commentaires ».

Fille de 17 ans, au Canada

LES LÉGISLATEURS INTERNATIONAUX ET RÉGIONAUX EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS ET LES AUTRES INITIATIVES INTERGOUVERNEMENTALES

La communauté internationale doit :

- **Appeler** le Comité des droits de l'enfant à s'assurer que le projet d'Observation générale n° 25 sur les droits des enfants relativement à l'environnement numérique accorde une attention accrue au harcèlement en ligne et à garantir une approche tenant compte des questions de genre, de l'âge et de la diversité.
- **Travailler** avec les Nations Unies et d'autres entités internationales en vue de collecter et d'harmoniser les lois et les normes liées à la violence en ligne infligée à tout utilisateur, y compris les femmes et les enfants, afin de prévenir l'impunité due aux frontières internationales et aux aspects juridictionnels et de promouvoir une assistance juridique mutuelle.

LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX

Doivent adopter des lois et des politiques qui :

- **Assurent** que les politiques gouvernementales sur l'accès à l'Internet sont inclusives et qu'elles instaurent effectivement l'égalité de genre dans l'accès aux espaces en ligne. Cela consisterait notamment à créer des environnements permettant aux opérateurs de réseaux mobiles d'accroître la connectivité et l'accès à l'Internet mobile.
- **Actualiser** et réformer les cadres législatifs pour le traitement des actes de harcèlement et de violence en ligne à l'encontre de toutes les filles et les jeunes femmes, en accordant une attention particulière à certaines caractéristiques multidimensionnelles spécifiques, y compris la race, l'âge, le handicap, l'appartenance ethnique et le statut LGBTIQ+.
- **Adopter** des lois innovantes contre la violence à l'égard de femmes et des filles qui responsabilisent les plateformes de médias sociaux et d'autres plateformes en ligne tierces.
- **Faciliter** la mise en œuvre effective, par tous les départements gouvernementaux compétents – dont la police, le système judiciaire et les parquets –, de lois et politiques portant sur les actes de harcèlement et de violence en ligne à l'encontre de toutes les femmes et les filles.
- **Assurer** l'accès à la justice pour les filles et les jeunes femmes qui sont ciblées par des actes de harcèlement et de violence en ligne, notamment en promouvant la sensibilisation du public aux mécanismes de signalement, en formant les agents chargés de faire appliquer la loi et le personnel judiciaire et en établissant des lignes d'assistance téléphonique.
- **Consulter** les filles et les jeunes femmes afin de comprendre ce que sont leurs revendications spécifiques et la manière de promulguer les lois et les politiques appropriées.

Assurer une éducation et une sensibilisation qui :

- **Exigent** des ministères de l'Éducation qu'ils élaborent et dispensent des programmes d'enseignement numérique sur la manière d'assurer la sécurité en ligne, donnant aux élèves et aux étudiant·e·s les compétences qui leur permettent de reconnaître, d'éviter et d'empêcher le harcèlement et la violence en ligne contre les femmes et les filles, y compris la capacité à utiliser les mécanismes de signalement.
- **Forment** les agents gouvernementaux aux risques de violence en ligne pour les filles et au traitement des signalements de harcèlement en ligne, y compris à la conduite d'enquêtes et la poursuite des crimes associés.

Établir une campagne de santé publique qui :

- **Couvre** l'ensemble de la communauté en diffusant des informations concernant les incidences du harcèlement en ligne sur la santé mentale et physique, y compris la collecte et la publication de données désagrégées sur les violences de genre en ligne, avec une focalisation sur l'intersectionnalité.
- **Fonctionne** sous forme de partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour sensibiliser le public et proposer un vaste éventail de services d'appui, y compris des lignes d'assistance téléphonique, principalement pour les filles, mais également pour leur famille et leur communauté, avec une focalisation sur la santé mentale et les soins personnels.

« Et une chose que je souhaite vraiment demander, c'est que si vous pouvez nous soutenir... de vous assurer de faire appliquer la loi ».

Jeune femme de 23 ans, au Soudan du Sud

LES COMMUNAUTÉS, LES FAMILLES, LA SOCIÉTÉ CIVILE, LES ORGANISATIONS CONFESSIONNELLES ET LES AUTRES PARTIES PRENANTES

- Les **communautés et les familles** doivent prendre les mesures nécessaires pour dialoguer avec les filles afin que celles-ci puissent parler librement du harcèlement en ligne et qu'elles se sentent appuyées.
- La **société civile** doit élaborer et mener des initiatives d'éducation et de sensibilisation à la citoyenneté numérique, afin que les communautés, les familles et la société civile soient mieux informées sur les opportunités et les risques liés à l'Internet, en se focalisant sur les abus en ligne.
- Les **ONG** doivent faciliter des discussions plus étendues sur le problème du harcèlement et de la violence en ligne, dans le but d'éliminer les inégalités de genre, les normes sexospécifiques néfastes et la violence à l'égard des femmes et des filles.
- Les **opérateurs de réseaux mobiles** doivent prendre des mesures pour que l'accès à l'Internet mobile soit plus inclusif, en s'assurant en particulier que les informations et le contenu éducatifs et liés à la santé sont libres d'accès, ainsi qu'en augmentant le volume de données compris dans les abonnements et en réduisant les coûts.
- **Tous les membres de la société** doivent reconnaître le préjudice porté aux femmes et aux filles par les actes de harcèlement et de violence en ligne, être présents à leurs côtés et devenir des citoyens actifs qui dénoncent les abus et se font l'écho de la voix des filles.

« Et qui devrait le faire ? Tout le monde, je pense. À commencer par chacune et chacun d'entre nous, puis ceux qui utilisent les médias sociaux, et les médias sociaux eux-mêmes ».

Jeune femme de 19 ans, en Indonésie

NOTES DE FIN

1 Hinson, L., Mueller, J., O'Brien-Milne, L., et Wandera, N. (2018). « Technology-Facilitated GBV: What is it, and How do we measure it? » (VBG induite par les technologies : de quoi s'agit-il et comment l'évaluer ?) Centre international de recherche sur les femmes. Tirée de : https://www.icrw.org/publications/technology-facilitated-genderbased-violence-what-is-it-and-how-do-we-measure-it/

2 https://www.vanityfair.com/news/2018/07/the-man-who-created-the-world-wide-web-has-some-regrets

3 https://www.theguardian.com/technology/2019/mar/12/tim-berners-lee-on-30-years-of-the-web-if-we-dream-a-little-we-can-get-the-web-we-want

4 Lam, A. 17 avril 2018. « 87% of Germans Approve of Social Media Regulation Law » (87 % des Allemands approuvent la loi de réglementation des médias sociaux), consulté sur le site https://daliaresearch.com/blog/blog-germans-approve-of-social-media-regulation-law/ le 18 juin 2020.

5 Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs (2020) « Gesetzespaket gegen Hass und Hetze ist ein Gesetzespaket zum Schutz der Demokratie » (Le dispositif législatif de lutte contre la haine et l'incitation à la haine est un ensemble de lois visant à protéger la démocratie), consulté sur le site https://www.bmjv.de/SharedDocs/Artikel/DE/2020/061820_GesetzHassundHetze.html le 14 juillet 2020 ; Tagesschau (2020) « Gesetze gegen Hass im Netz » (Lois contre la haine sur Internet), consulté sur le site https://www.tagesschau.de/inland/internet-hass-hetze-101.html le 14 juillet 2020 ;
Lomas. N. (2020) « Germany tightens online hate speech rules to make platforms send reports straight to the feds » (L'Allemagne durcit les règles relatives aux discours de haine en ligne et oblige les plateformes à communiquer leurs signalements directement aux autorités fédérales), consulté sur le site https://techcrunch.com/2020/06/19/germany-tightens-online-hate-speech-rules-to-make-platforms-send-reports-straight-to-the-feds/?guccounter=1 le 14 juillet 2020

6 Oltermann, P. 5 janvier 2018. « Tough new German law puts tech firms and free speech in spotlight » (Les entreprises technologiques et la liberté d'expression au cœur d'une législation allemande stricte), consulté sur le site https://www.theguardian.com/world/2018/jan/05/tough-new-german-law-puts-tech-firms-and-free-speech-in-spotlight le 18 juin 2020.

7 World Wide Web Foundation (2014) « Digital Media and Children's Rights: Safeguarding Human Rights Online » (Médias numériques et droits des enfants : protéger les droits humains en ligne), consulté sur le site https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/CRC/Discussions/2014/WorldWideWebFoundation-AssociationforProgressiveCommunications-CJCP.pdf le 3 juin 2000.

8 The Broadband Commission (2019), « State of Broadband Report 2019: International Telecommunication Union and United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization » (Rapport 2019 sur l'état de la connectivité : Union internationale des télécommunications et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), consulté sur le site https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/pol/S-POL-BROADBAND.20-2019-PDF-E.pdf le 7 juillet 2020

9 www.statista.com/statistics/725778/countries-with-the-lowest-internet-penetration-rate/, consulté le 27 juillet 2020

10 Voir https://www.statista.com/statistics/617136/digital-population-worldwide, consulté le 13 mai 2020.

11 Livingstone, S. (2019), « Rethinking the rights of children for the digital age » (Repenser les droits des enfants à l'ère du numérique), LSE Impact Blog consulté sur le site https://blogs.lse.ac.uk/medialse/2019/03/18/rethinking-the-rights-of-children-for-the-internet-age/ le 3 juin 2020.

12 Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Annexe III de la Journée de débat général : « Digital media and children's rights » [Les droits de l'enfant et les médias numériques], consultée sur le sitehttps://www.ohchr.org/en/hrbodies/crc/pages/discussion2014.aspx le 3 juin 2020.

13 Para 20.

14 Para 29.

15 Para 30.

16 Un répertoire en ligne recensant les lois de réglementation est accessible à partir de la page Internet de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : https://unctad.org/en/Pages/DTL/STI_and_ICTs/ICT4D-Legislation/eCom-Global-Legislation.aspx, consultée le 6 juin 2020.

17 The Broadband Commission for Digital Development (2015), « Cyberviolence Against Women and Girls: A World-WideWake-Up Call » (La violence en ligne contre les femmes et les filles : le monde entier en alerte), consulté sur le site https://www.broadbandcommission.org/publications/Pages/bb-and-gender-2015.aspx le 3 décembre 2019

18 Lumsden, K et Morgan, H. M. (2017) « Cyber-Trolling as Symbolic Violence: Deconstructing Gendered Abuse Online » (Le harcèlement en ligne, une violence symbolique : démystifier les violences de genre en ligne). dans N. Lombard (éd.) The Routledge Handbook of Gender and Violence. Londres. Routledge.

19 The World Wide Web Foundation, 12 mars 2020. « The online crisis facing women and girls threatens global

progress on gender equality » (La crise à laquelle les femmes et les filles sont confrontées en ligne menace les progrès réalisés en matière d'égalité de genre), consulté sur le site https://webfoundation.org/2020/03/the-online-crisis-facing-women-and-girls-threatens-global-progress-on-gender-equality/ le 9 juin 2020.

20 Pratique consistant à rechercher et à divulguer sur Internet des informations à caractère privé ou permettant l'identification (données personnelles d'identification en particulier) d'une personne ou d'une organisation.

21 Amnesty International (2018), « Toxic Twitter – A Toxic Place for Women » (Twitter est-il toxique ? – un espace toxique pour les femmes), consulté sur le site https://www.amnesty.org/en/latest/research/2018/03/online-violence-against-women-chapter-1/ le 3 décembre 2019.

22 Vickery, JR et Everbach T (2018), « The Persistence of Misogyny: From the Streets, to Our Screens, to the White House » (Une misogynie persistante : de la rue à la Maison-Blanche, en passant par nos écrans), dans Vickery and Everbach (éd.) « Mediating Misogyny: Gender, Technology, and Harassment » (Mettre fin à la misogynie : le genre, la technologie et le harcèlement), Palgrave McMillan consulté sur le site https://www.researchgate.net/profile/Paromita_Pain/publication/323146855_NastyWomen_Reclaiming_the_Twitterverse_from_Misogyny/links/5abbc1b20f7e9bfc045592c9/NastyWomen-Reclaiming-the-Twitterverse-from-Misogyny.pdf le 3 décembre 2019.

23 The Broadband Commission for Digital Development (2015), « Cyberviolence Against Women and Girls: A World-WideWake-Up Call » (La violence en ligne contre les femmes et les filles : le monde entier en alerte) consulté sur le site https://www.broadbandcommission.org/publications/Pages/bb-and-gender-2015.aspx le 3 décembre 2019

24 LawyersWeekly, 8 mars 2018. « Firm pushes for platforms like Facebook to be held responsible for cyber bullying » (Un cabinet fait pression pour que des plateformes comme Facebook répondent des actes de cyberharcèlement), consulté sur le site https://www.lawyersweekly.com.au/sme-law/22872-firm-pushes-for-platforms-like-facebook-to-be-held-responsible-for-cyber-bullying le 10 juin 2020 et Engineering and Technology, 24 juin 2019. « Tech bosses must be accountable for online child abuse, says NSPCC head » (Les patrons du secteur technologique doivent être tenus responsables des abus commis sur les enfants en ligne, déclare le directeur de la NSPCC, Société britannique pour la prévention de la cruauté envers les enfants). Consulté sur le site https://eandt.theiet.org/content/articles/2019/06/tech-bosses-must-be-accountable-for-online-child-abuse-says-nspcc-head/ le 10 juin 2019.

25 Marketwatch, 17 juillet 2019. « Instagram, Facebook and Twitter struggle to contain the epidemic in online bullying » (Instagram, Facebook et Twitter peinent à enrayer l'épidémie de harcèlement en ligne), https://www.marketwatch.com/story/why-it-may-be-too-late-for-instagram-facebook-and-twitter-to-contain-the-epidemic-in-online-bullying-2019-07-15 et The Guardian, 9 février 2016. « What are four of the top social media networks doing to protect children? » (Que font quatre des principaux réseaux de médias sociaux pour protéger les enfants ?), https://www.theguardian.com/sustainable-business/2016/feb/09/social-media-networks-child-protection-policies-facebook-twitter-instagram-snapchat Tous les deux consultés le 9 juin 2020.

26 « Safety Net Report: Impact of Cyberbullying on Children's Mental Health » (Rapport sur la sécurité en ligne : impact du cyberharcèlement sur la santé mentale des enfants), consulté sur le site https://youngminds.org.uk/resources/policy-reports/cyberbullying-inquiry/#about-the-inquiry- le 9 juin 2020.

27 https://data.em2030.org

28 https://www.digitalgendergaps.org

29 Eurostat, avril 2020.

30 https://wougnet.org/

PLAN INTERNATIONAL | AUX FILLES, L'ÉGALITÉ

À PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL

Plan International est une organisation humanitaire et de développement indépendante qui défend les droits des enfants et l'égalité pour les filles. Nous aspirons à un monde juste, en travaillant de concert avec les enfants, les jeunes, les sympathisants et les partenaires. Forte de son influence, de son expérience et de ses connaissances, Plan International impulse des changements dans les pratiques et politiques tant aux niveaux local et national que mondial. Nous agissons indépendamment de tous les gouvernements, de toutes les religions et de tous les partis politiques. Depuis plus de 80 ans, nous forgeons des partenariats solides en faveur des enfants et nous sommes aujourd'hui présents dans plus de 75 pays.

Girls Get Equal («Aux filles, l'égalité !») : Depuis plus de dix ans, Plan International milite pour les droits des filles. Créée en collaboration avec de jeunes militantes et militants du monde entier, la campagne «Aux filles, l'égalité !» vise à s'assurer que les filles et les jeunes femmes exercent un pouvoir égal pour contrôler leur propre vie et qu'elles peuvent façonner le monde qui les entoure. La promotion du leadership des filles et l'amplification de leurs voix résident au cœur de la campagne. Elles ont le droit de s'exprimer et de participer à la vie publique, mais les abus en ligne les en empêchent : les priver d'un espace qui joue un rôle majeur dans la vie des jeunes limite leurs chances de s'épanouir et de devenir des leaders. Pour parvenir à l'égalité de genre dans un monde de plus en plus numérique, les espaces en ligne doivent être plus sûrs, accessibles et abordables pour tout le monde. Les filles et les jeunes femmes, dans toutes leurs diversités, doivent être libres d'être elles-mêmes : pour mener des campagnes, débattre et prendre des décisions sur les questions qui touchent leur vie, sans crainte de harcèlement et de violence, où qu'elles soient.

Plan International
Global Hub
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, Royaume Uni

Tel: +44 (0) 1483 755155
Fax: +44 (0) 1483 756505
Email: info@plan-international.org

plan-international.org

Publié en 2020

facebook.com/planinternational
twitter.com/planglobal
instagram.com/planinternational
linkedin.com/company/plan-international
youtube.com/user/planinternationaltv